Les statistiques annuelles des cours et tribunaux

Données 2017

Anvers	[illegible]	[illegible]	100	49 8	1159
Anvers II	666	16 158	137	21	14 854
Anvers III	815	3 315	279	36 7	1140
Anvers IV	1723	5 290	290 0	15	2033
Anvers V	1296	3 305	305 0	12	1616
Anvers VI	1702	2 196	152 44	15	8795
Anvers VII	2611	3 123	114 9	8	2745
Anvers VIII	615 6	278	18692	1 90	785
Anvers IX	926	1 281	26516	4121	458
Anvers X	944 0	305	263	42	6 1255
Anvers XI	630 3	127	127	08	768
Anvers XII	1216	1 350	327	237	1574
Boom	883	5 235	235	09	1132
Brasschaat	981	3 164	122	42	1159
Kapellen	507	4 154	130	24 6	671
Kontich	497	3 173	116	667	896
Schilde	1111	10 128	112	6 12	3254
Zandhoven	763	3 213	3120	987	965
Arr. judic. Anvers	1878	7240	3452	591	1515
Heist-op-den-Berg	913	5 150	126	24 0	1068
Lierre	1969	1 243	157	869	2222
Ma[illegible]	[illegible]	10 36	2917	163	3593
[illegible]	[illegible]	4 197	1554	894	7896
Ar[illegible] judic. Ma[illegible]	6579	20957	729	228	3376
Aren[illegible]	2233	3 138	1063	9238	928
Geel	885	0 152	110 42	61043	610

Tribunaux du travail

Nous remercions le personnel des greffes et le service d'encadrement ICT du SPF Justice.

L'utilisation du contenu de cette publication à titre explicatif ou justificatif dans un article ou un ouvrage est autorisée moyennant indication claire et précise de la source.

Collège des cours et tribunaux
Service d'appui
Boulevard de Waterloo 70, 1000 Bruxelles
Tél. 02/557 46 50
Courrier électronique : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site Internet : www.tribunaux-rechtbanken.be

Table des matières

INTRODUCTION

I. INFORMATIONS IMPORTANTES

1. Etat d'avancement du projet statistique

1.1 Statistiques disponibles
1.2 Fiabilité des statistiques

2. Modifications récentes

2.1 Changements législatifs à souligner pour les statistiques
2.2 Pratiques d'encodage et règles de compte
2.3 Format de la publication

II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail
1.2 L'année statistique est une année civile
1.3 Source des chiffres : le système informatique ARTT
1.4 Extraction
1.5 Règles de compte

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires
2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?
2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?
2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?
2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12
2.1.5 Durée output et pendant 31/12
2.1.6 Output/Nouveau
2.1.7 Output/Input
2.1.8 Évolution Pendant
2.1.9 Quelles affaires sont reprises dans les statistiques ?
2.2 Ressort – arrondissement - division
2.3 Catégories
2.4 Statistiques des actes du juge
2.4.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?
2.4.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?
2.4.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?
2.5 Rôle
2.6 Nature de l'affaire
2.7 Type de chambre
2.8 Langue
2.9 Output
2.10 Type d'acte du juge

III. STATISTIQUES

1. INPUT-OUTPUT

1.1.a. Ressort – arrondissement
1.1.b. Arrondissement – division
1.1.c. Ressort – arrondissement (nouveau)
1.1.d. Arrondissement – division (nouveau)
1.1.e. Ressort – arrondissement: Output et Durée moyenne
1.1.f. Arrondissement – division: Output et Durée moyenne
1.1.g. Ressort – arrondissement – division: évolution
1.2.a. Nature
1.1.b. Nature (nouveau)
1.3. Langue

2. Type output

2.1.a. Ressort
2.1.b. Arrondissement – division
2.2. Nature
2.3. Durée (catégorie)

3. Pendant 31/12

3.1.a. Ressort
3.1.b. Arrondissement – division
3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)
3.3. Durée (catégorie)

4. Décisions du juge

4.1. Jugements définitifs
4.2. Ordonnances définitives
4.3. Jugements interlocutoires
4.4. Ordonnances interlocutoires
4.5. Procès-verbaux

INTRODUCTION

Statistiques des cours et tribunaux (siège)

Le 1er septembre 2008, les collaborateurs et les compétences de l'ancienne Section Statistiques du SPF Justice ont été repris par le Bureau Permanent Statistiques et Mesure de la charge de travail (BPSM). Le BPSM a été créé dans le cadre du Protocole « Projet mesure de la charge de travail dans les cours et tribunaux », lequel a été signé par le ministre de la Justice, des représentants du SPF Justice et des représentants de la magistrature (siège) en date du 4 juin 2008[1]. En 2014, le BPSM a été intégré dans le **Collège des cours et tribunaux**. Dorénavant, c'est son service d'appui (cellule Monitoring) qui est responsable de l'établissement des statistiques d'activité des cours et tribunaux (siège).

D'une Justice moderne, tout le monde est en droit d'attendre qu'elle communique de manière transparente sur le contenu de ses activités. La publication de statistiques d'activité accessibles à tout un chacun doit permettre à toute personne intéressée de se représenter clairement les activités des différentes juridictions.

Les **statistiques d'activité** des tribunaux du commerce, des justices de paix et des tribunaux de police sont publiées depuis 1999. Pour les cours d'appel, des statistiques sont disponibles depuis 1999 en ce qui concerne les affaires civiles. Il en va de même pour les notariats. A cela ont été ajoutés les tribunaux de première instance à partir de 2000. En ce qui concerne les affaires correctionnelles des cours d'appel, les statistiques sont disponibles depuis 2008. Pour ce qui est des cours du travail et des tribunaux du travail, 2010 et 2012 sont respectivement les premières années pour lesquelles nous publions des données sur base d'un Datawarehouse statistique. Toutes ces publications sont inscrites dans le cadre des « statistiques annuelles des cours et tribunaux ». Depuis 2002, le Collège des procureurs généraux a repris la publication des statistiques d'activité du Ministère public[2], à l'exception des parquets de police pour lesquels nous publions les statistiques de 2000 jusqu'à 2012.

Dans « Les chiffres-clés de l'activité judiciaire », vous pouvez consulter le nombre d'affaires pendantes, nouvelles et clôturées pour toutes les juridictions par année, et ce, depuis l'année 2010. La publication « Justice en chiffres » contient bon nombre de données chiffrées pertinentes sur le SPF Justice, les tribunaux et les cours, les établissements pénitentiaires, les maisons de justice, les condamnations…

Autant de documents que vous pouvez retrouver **notre site web** : www.tribunaux-rechtbanken.be, cliquez sur « Ordre judiciaire » puis « Collège des cours et des tribunaux » puis « Statistiques ».

[1] Pour de plus amples informations sur le Service d'appui et sur le projet de mesure de la charge de travail, consultez notre site web : www.tribunaux-rechtbanken.be.

[2] Vous pouvez consulter la publication « Statistique annuelle du ministère public. Recherche et poursuite des affaires pénales par les parquets près les tribunaux de première instance » sur le site du SPF Justice (http://www.just.fgov.be, section « Statistiques », lien « Collège des procureurs généraux »).

Méthodologie pour le développement des statistiques

Comment les statistiques sont-elles établies ? Les quelques paragraphes suivants donnent un bref aperçu de la méthodologie suivie pour l'établissement des statistiques.

Pour la plupart des instances, les statistiques sont calculées à partir des **données judiciaires** encodées par le greffe dans un système informatique. C'est le service d'encadrement ICT du SPF Justice, en collaboration avec les tribunaux, qui est en charge du stockage des données et de la maintenance et du développement du système informatique. Le but principal de ce programme est la gestion électronique des affaires et non pas la récolte de données servant à l'élaboration de statistiques. La structure des bases de données détermine et limite par conséquent les concepts statistiques utilisés.

Régulièrement, les bases de données nécessaires à l'établissement des statistiques sont envoyées au service d'appui (cellule monitoring) des cours et des tribunaux. Avec le soutien technique du service ICT et à l'aide du logiciel SAS[3], ces bases de données viennent alimenter un **Datawarehouse** dont l'objectif est d'obtenir des statistiques fiables et nationales à partir des données brutes.

Les **règles de compte** qui sous-tendent le calcul des statistiques, tout comme les variables statistiques, les méthodes d'encodage et les listes de code, sont discutées puis validées au sein d'un groupe de travail dans lequel siègent les différents tribunaux ou cours de l'instance concernée.

Les cours et les tribunaux peuvent consulter leurs statistiques par le biais de rapports ponctuels ou d'une plateforme dédié, le « SAS Portal ».

Contenu de la publication annuelle

Dans le premier chapitre de cette publication, vous trouverez, pour l'instance et l'année concernées, des **informations importantes** concernant l'état d'avancement du projet statistiques et les modifications récentes ayant un impact sur la publication.

Les **concepts fondamentaux** des statistiques et les **rubriques statistiques** pour l'instance concernée sont expliqués et décrits dans le deuxième chapitre de cette publication.

Le troisième chapitre présente les **données statistiques** de l'instance concernée. Vous pouvez y consulter principalement, en fonction de l'état d'avancement du projet statistique de l'instance, les statistiques des affaires (nouvelles/pendantes/clôturées/et leur durée) et/ou des actes du juge, et ce, en fonction de différentes variables (tribunal/cour, nature de l'affaire,..).

[3] Statistical Analysis Software, http://www.sas.com.

Remarques générales concernant les statistiques

Un grand nombre de facteurs influencent la **qualité** des statistiques. Dans le cas présent, nous pouvons citer par exemple la qualité de l'encodage, l'utilisation uniforme du système informatique et des codes ou même le bon fonctionnement du système informatique. Dès lors, une certaine précaution est toujours recommandée dans l'interprétation des statistiques.

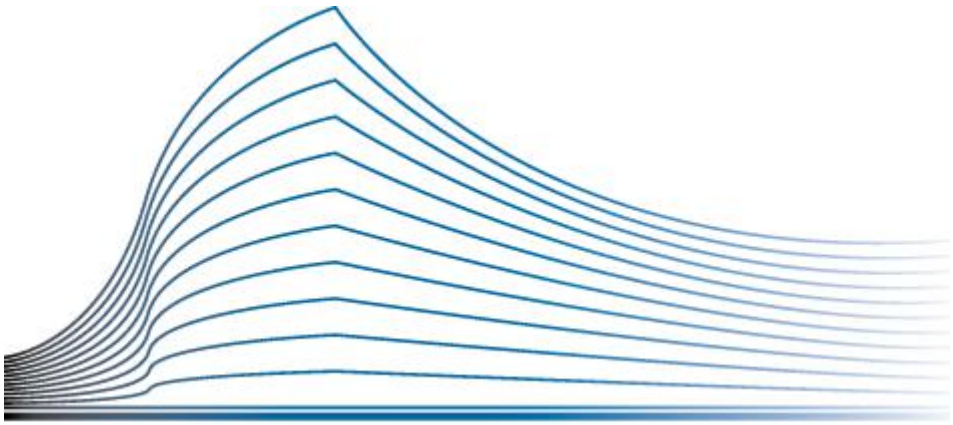
A noter que les statistiques ne reflètent pas la **charge de travail** des cours et des tribunaux, ni l'arriéré judiciaire. Ces deux sujets sont complexes. Le Service d'appui du Collège des cours et tribunaux vous invite également à garder à l'esprit d'autres paramètres : le cadre du personnel, la complexité des affaires traitées, la révision des lois et procédures et les différentes méthodes de travail.

Veuillez également considérer que les statistiques du Service d'appui du Collège des cours et tribunaux visent en premier lieu à apporter un **soutien au fonctionnement** des cours et des tribunaux. Les rubriques statistiques qui figurent dans la publication annuelle ont donc été élaborées en grande partie dans le cadre de cette mission.

Enfin, pour des raisons techniques, cette publication présente principalement des chiffres au niveau national et par année. Si vous désirez obtenir des données plus détaillées, veuillez dès lors nous contacter.

Vous avez encore des questions ? N'hésitez pas nous contacter :

Collège des cours et tribunaux
Service d'appui
Tél. : 02/557.46.50
Email : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site internet : www.tribunaux-rechtbanken.be



I. INFORMATIONS IMPORTANTES

1. Etat d'avancement du projet statistique

1.1 Statistiques disponibles

Les données chiffrées de cette publication visent en premier lieu à apporter un soutien au fonctionnement des cours et tribunaux. Certaines rubriques statistiques reflètent ce besoin.

Dans cette publication, vous pouvez consulter les données chiffrées sur les tribunaux du travail concernant le nombre d'affaires nouvelles, pendantes et clôturées et le nombre de jugements et ordonnances, et ce, en fonction :

- du ressort – de l'arrondissement – de la division ;
- de la catégorie ;
- de la nature ;
- du type d'output ;
- de la durée moyenne et médiane de l'output (jugements définitifs et ordonnances définitives) ;
- de la durée moyenne des affaires pendantes au 31/12 ;
- de la langue.

Dans cette publication statistique, le nombre d'affaires clôturées est considéré comme de l' « output ». L' « input », quant à lui, comprend les nouvelles affaires et le nombre d'affaires pendantes au début de la période statistique.

1.2 Fiabilité des statistiques

Comment ces statistiques ont-elles été établies ? Les quelques paragraphes suivants donnent un bref aperçu chronologique de la mise en place de statistiques uniformes, fiables et pertinentes pour les tribunaux du travail.

En 2007, l'informatisation des greffes des tribunaux du travail a été entamée. L'application d'encodage « ARTT » a été conçue comme un système informatique opérationnel destiné à encoder électroniquement certains éléments relatifs à la procédure. Le but principal de ce système informatique est la gestion électronique des affaires traitées par les tribunaux du travail et non pas la récolte de données brutes servant à l'élaboration de leurs statistiques d'activité. La structure de la base de données détermine et limite par conséquent les concepts statistiques utilisés. Tous les tribunaux du travail utilisent aujourd'hui l'application ARTT. Il convient néanmoins de noter que le tribunal du travail d'Anvers, division de Hasselt et le tribunal du travail de Liège, division de Liège n'ont commencé à utiliser l'application qu'à partir de janvier 2014 et de janvier 2015. Notons aussi que les statistiques de ces deux tribunaux ont été prises dans la publication annuelle à partir de 2015 (chiffres 2015).

L'application ARTT est une quasi copie de « BGC », le système informatique des greffes civils des tribunaux de première instance. Par conséquent, l'élaboration des statistiques a pu s'appuyer sur la connaissance et l'expérience accumulées lors de l'élaboration et de la gestion des statistiques civiles des tribunaux de première instance. Cela a favorisé l'établissement de statistiques uniformes, fiables et pertinentes pour les tribunaux du travail.

Les statistiques sont développées et gérées en collaboration avec les tribunaux du travail et le SPF Justice (service d'encadrement ICT) à l'aide du logiciel SAS[4]. Le service d'encadrement ICT gère l'application d'encodage des tribunaux du travail (ARTT), organise l'extraction des données brutes vers SAS et développe, en collaboration avec le Service d'appui du Collège des cours et tribunaux, le datawarehouse et l'application web statistique.

[4] Statistical Analysis Software, http://www.sas.com.

Les règles de compte et les définitions sont fixées au sein d'un groupe de travail auquel participent les tribunaux du travail. Il en va de même pour les méthodes d'enregistrement et les listes de codes… Les tribunaux du travail ont accès à leurs statistiques par l'intermédiaire de l'application web interactive SAS Web Report Studio.

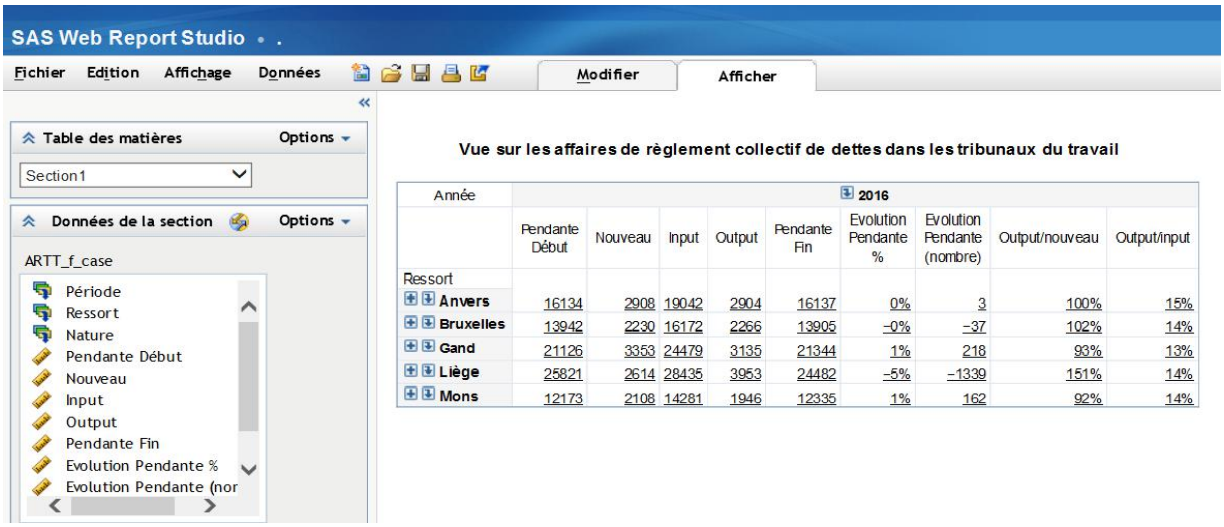


Image 1: Exemple de l'application web interactive SAS Web Report Studio

Les rubriques statistiques sont expliquées et décrites dans le chapitre suivant, en tenant compte de la législation en vigueur durant l'année 2017.

Pour des raisons techniques (la taille du fichier), cette publication renseigne principalement les chiffres au niveau des ressorts et dans une moindre mesure au niveau des arrondissements. Si vous désirez obtenir plus de données par rapport à une division en particulier d'un tribunal du travail, vous pouvez nous envoyer votre demande à l'adresse électronique stat@just.fgov.be.

Ces chiffres ne reflètent pas la charge de travail des tribunaux du travail, ni l'arriéré judiciaire. Ces deux sujets sont complexes. Le Service d'appui du Collège des cours et tribunaux vous invite également à garder à l'esprit d'autres paramètres qui ne sont pas pris en compte dans cette publication : le cadre du personnel des tribunaux du travail (personnel administratif et magistrats), la complexité des affaires traitées, la révision des lois et procédures et les différentes méthodes de travail qui sont d'application au sein des tribunaux du travail.

2. Modifications récentes

2.1 Changements législatifs à souligner pour les statistiques

De nouveaux codes nature ont vu le jour en 2017 et 2018 pour accompagner les changements de loi. En voici quelques exemples :

A	o1ua	hr-rail - proc. préalable travailleur protégé	587bis,5°
A	q1aa	désassujettissement ONSS	580,2°
A	q1xa	recours – décision de la Commission Artistes	580,19°
A	q1yb	soins médicaux, pension de dédommagement (terro.)	L 18/07/17
A	t1ff	hr-rail - élections sociales	582,15°

La liste complète des codes nature est disponible dans ce document (voir 2.6 Nature de l'affaire).

Il est à noter que le nombre de nouvelles affaires et celui des affaires clôturées a significativement diminué pour cette année 2017 par rapport aux années précédentes. Ceci est essentiellement dû à la loi concernant le recours à la contrainte par l'ONSS (loi du 1er décembre 2016).

2.2 Pratiques d'encodage et règles de compte

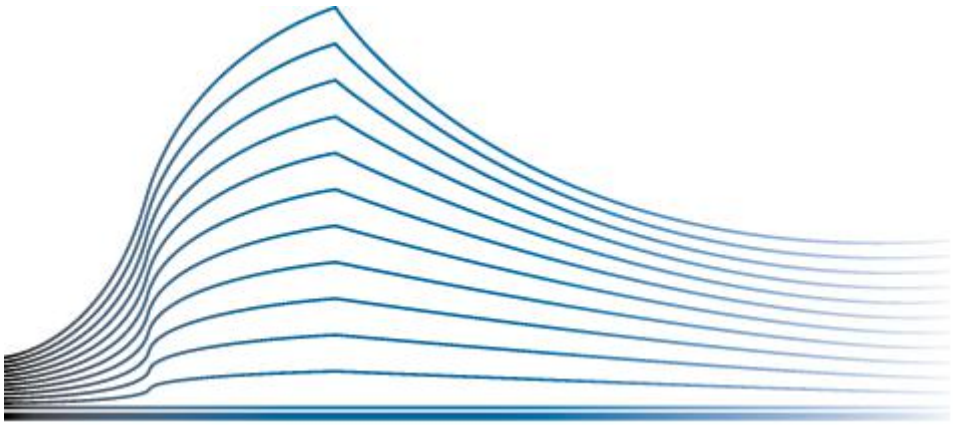
Pour les règles de compte des statistiques, aucun changement n'est à signaler pour cette année. Ces règles sont les mêmes que pour les années passées. Les variables statistiques et les méthodes d'encodage aussi. Pour ce qui est de la liste de codes nature, un tableau reprenant une mise à jour de celle-ci est disponible plus loin dans ce document.

Toutes les règles de compte sont décrites dans les différentes rubriques statistiques.

2.3 Format de la publication

Afin d'optimiser la lisibilité des statistiques, des tableaux mais aussi des graphiques constituent cette nouvelle version de la publication.

Version publication juin 2018.
Extraction des données 02/02/2018.



II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est un tribunal spécialisé et compétent dans le droit du travail et le droit de la sécurité sociale ainsi qu'en matière de règlement collectif de dettes. Il traite notamment des litiges entre employeurs et travailleurs, des litiges en matière de sécurité sociale et d'assistance sociale. Depuis le 1er septembre 2007, le tribunal du travail est également compétent pour les affaires relatives au règlement collectif de dettes. Il n'est cependant pas compétent pour les affaires pénales. Un tribunal du travail se compose de chambres dans lesquelles siègent un président (magistrat de carrière) et des magistrats non professionnels. Lorsqu'il s'agit d'un litige opposant un travailleur et son employeur, le juge de carrière est assisté par un juge social de l'organisation du travailleur et un juge social de l'organisation de l'employeur. En Belgique, il y a depuis peu 9 tribunaux du travail[5]. Tous les tribunaux du travail ont une ou plusieurs divisions.

Les statistiques tentent de donner une approche aussi réaliste que possible des flux d'affaires auxquels les tribunaux du travail ont été confrontés au cours d'une période bien déterminée.

1.2 L'année statistique est une année civile

Les chiffres portent toujours sur une période déterminée, appelée période statistique. Pour l'élaboration des chiffres annuels, c'est l'année civile (janvier-décembre) et non l'année judiciaire (septembre-août) qui a été prise comme période de référence. Les données chiffrées par mois ne sont pas reprises dans cette publication. Vous pouvez les demander au Collège des cours et tribunaux à l'adresse électronique suivante : stat@just.fgov.be.

Le groupe de travail a décidé de publier les données chiffrées à partir de 2012, sur la base du datawarehouse statistique.

1.3 Source des chiffres : le système informatique ARTT

Les résultats statistiques sont basés sur les données enregistrées dans le système informatique installé auprès des greffes des tribunaux du travail. Le système informatique actuel Gen-ARTT (application d'encodage) qui est utilisé au sein des greffes a été implémenté en 2007. Ce système informatique a été spécialement développé pour suivre la procédure des affaires, et ce faisant, aider le greffier dans ses tâches. En principe, chaque nouvelle affaire dont le tribunal est saisi, est toujours introduite dans le système informatique.

Enfin, il importe de souligner qu'un système statistique ne livre des informations fiables que si les greffes ont introduit les données dans l'application d'une manière correcte et uniforme. L'encodage des données reste un point à améliorer pour certaines divisions.

1.4 Extraction

Régulièrement, le Collège des cours et tribunaux reçoit des banques de données des tribunaux du travail l'extraction de certaines données brutes (anonymes). Dans tous les tableaux statistiques, il est indiqué quelle extraction a été utilisée. La date d'extraction est importante, car de légères différences peuvent apparaître entre les données chiffrées de deux extractions. Par exemple, si certaines données brutes ont été corrigées entre la première et la deuxième extraction ou si une affaire a été annulée à cause d'un enregistrement erroné.

[5] Suite à la réforme du paysage judiciaire, les tribunaux du travail sont : Gand, Anvers, Louvain, Brabant-Wallon, Hainaut, Liège, Eupen, le tribunal du travail francophone de Bruxelles et celui néerlandophone de Bruxelles.

1.5 Règles de compte

Les règles de compte déterminent la façon dont ont été calculées les statistiques. Vous pouvez retrouver la description de ces règles dans le(s) point(s) relatif(s) aux statistiques.

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires

2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?

Une affaire est un litige qui est pendant devant un tribunal du travail. Au sein d'un tribunal du travail, chaque affaire se voit attribuer un numéro de rôle unique.

Par l'attribution d'un numéro de rôle (mise au rôle) l'affaire devient pendante. Lorsque l'affaire ne fait plus partie de la charge de travail, elle n'est plus pendante. Elle est alors comptée comme de l'output.

1ère remarque : Lorsqu'une affaire omise d'office est à nouveau mise au rôle à la demande de la partie la plus diligente[6], il s'agit alors d'une nouvelle affaire. Cette affaire reçoit aussi un nouveau numéro de rôle.
2e remarque : Les affaires annulées qui ont été mal enregistrées dans l'application, ne sont pas reprises dans les statistiques.

3e remarque : L'article 1021 du Code judiciaire prévoit que « Lorsque les dépens n'ont pas été liquidés dans le jugement, ou ne l'ont été que partiellement, ceux sur lesquels il n'a pas été statué sont réputés réservés ».

Concrètement, cela signifie que lorsque les frais de la procédure ne sont pas liquidés dans la décision définitive, la possibilité existe alors pour les parties de demander au tribunal du travail de faire cette liquidation des dépens. Cela donnera lieu à un nouveau jugement de liquidation des dépens. De la requête de liquidation des dépens à la décision à ce sujet, l'affaire est à nouveau mise au rôle (sans nouveau numéro de rôle) et son état passe dans l'application de « non pendante » à « pendante ». Après la liquidation des dépens, l'affaire devient à nouveau « non pendante ».

Il a été décidé de ne pas reprendre le « à nouveau pendant » dans les statistiques. Par conséquent, l'affaire va, dans les statistiques, passer de « pendant » à « non pendant » dès le moment où un jugement définitif aura tranché l'affaire (et pas encore les dépens). Dans les résultats statistiques, l'affaire demeurera « non pendante », malgré le fait qu'en pratique cette affaire, en ce qui concerne les frais, redevient « pendante ».

En adoptant une autre méthode de travail, il y aurait deux jugements définitifs tout en ayant une seule affaire dans « l'input ». Dans ces statistiques input-output, un rapport équilibré entre le nombre de nouvelles affaires et d'affaires clôturées est toujours de mise. Une nouvelle affaire ne peut donner lieu qu'à une seule affaire clôturée. C'est pourquoi les jugements en matière de liquidation des dépens ne sont pas repris dans les statistiques.

2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?

Une affaire débute dès qu'elle est enregistrée dans l'application « ARTT ». Par exemple, le jour du dépôt de la requête ou du paiement de la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?

Une affaire est pendante à partir du moment où elle est enregistrée dans l'application et elle le reste jusqu'au moment où elle est clôturée et ne fait plus partie de la charge de travail.

[6] Art. 730, §2, a, in fine Code judiciaire.

2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12

L'**input** résulte de deux paramètres :

- Les affaires qui étaient déjà inscrites au début de la période statistique et qui ne sont pas encore clôturées (**pendantes 01/01**)
- Les nouvelles affaires qui ont été inscrites pendant la période statistique (**nouvelles**).
- INPUT = affaires pendantes 01/01 + nouvelles affaires

L'**output** rassemble toutes les affaires pour lesquelles une décision mettant fin à l'affaire (décision définitive) a été prise au cours d'une période statistique dé**t**erminée. Ces affaires ne sont, par-là même, plus pendantes.

Les décisions mettant fin à une affaire sont généralement : les jugements définitifs, les ordonnances définitives, les jonctions avec une autre affaire, les omissions d'office, les radiations et les désistements.

Le nombre d'affaires pendantes à la fin de la période statistique (**pendantes 31/12**) est obtenu en soustrayant à l'input total, l'output total.

- AFFAIRES PENDANTES 31/12 = INPUT - OUTPUT

2.1.5 Durée output et pendant 31/12

Durée moyenne et médiane output

La durée correspond au nombre de jours entre l'inscription de l'affaire (nouvelle) sur un des rôles et la date à laquelle l'affaire est clôturée (output).

Cette variable concerne uniquement les affaires qui sont clôturées par une décision définitive au cours de la période statistique. La durée des omissions d'office n'est pas prise en compte pour déterminer la durée moyenne et médiane.

La durée moyenne est obtenue en divisant la somme des durées par le nombre d'affaires clôturées. Lorsqu'une répartition « inégale » des durées se présente (un grand nombre d'affaires ne demande qu'un temps de traitement court alors qu'un petit nombre d'affaires en demande un extrêmement long), la médiane constitue un meilleur indicateur de la durée d'une affaire moyenne. La durée médiane est la durée qui se trouve au milieu dans une série statistique où les termes sont rangés de façon croissante. La moitié de ces affaires présente une durée plus courte que la médiane alors que l'autre moitié en présente une plus longue. Par exemple, les temps de traitement de cinq affaires sont 50, 60, 70, 80 et 150 jours. La durée moyenne s'élève à 82 jours et la médiane à 70 jours. En ce qui concerne les tribunaux du travail, l'on observe une différence importante entre la durée médiane et la durée moyenne.

Durée moyenne affaires pendantes 31/12

Cette durée est le nombre de jours entre l'inscription de l'affaire sur un des rôles et le dernier jour de la période statistique (31/12).

Cette variable concerne uniquement les affaires qui ne sont pas encore clôturées à la fin de la période statistique.

Ces durées sont réparties d'après les catégories suivantes :

Durée catégorie
Cat 1: 1
Cat 2: 2-30
Cat 3: 31-60
Cat 4: 61-90
Cat 5: 91-180
Cat 6: 181-365
Cat 7 : 366-730
Cat 8 : 731-1095
Cat 9: >1095

2.1.6 Output/Nouveau

Cette variable exprime le rapport entre 'l'output' (affaires clôturées) et 'nouveau' (nouvelles affaires). Exemple :

Année 2013	**Nouveau**	**Output**	**Output/Nouveau**
O1a - contrat de travail ouvrier	467	472	101%
O1b - contrat de travail employé	611	562	92%

Explication du tableau ci-dessus:

- 101%: Ce pourcentage est **supérieur à 100%**, ce qui signifie que le nombre d'affaires clôturées (output) est **supérieur** au nombre de nouvelles affaires en 2013.

- 92%: Ce pourcentage est **inférieur à 100%**, ce qui signifie que le nombre d'affaires clôturées (output) est **inférieur** au nombre de nouvelles affaires durant la période déterminée.

2.1.7 Output/Input

Cette variable exprime le rapport entre l'output (affaires clôturées) et l'input (total du nombre d'affaires pendantes et de nouvelles affaires). Exemple :

Année 2014	**Pendant 01/01**	**Nouveau**	**Input**	**Output**	**Output/Input**
Q1a - cotisations employés	460	2549	3009	2571	85%
Q1f - pécule de vacances employés	0	8	8	0	0%

Explication du tableau ci-dessus:

- 85%: Ce pourcentage signifie que 85% des nouvelles affaires et affaires pendantes en matière de cotisations pour les employés ont été clôturées en 2014.

- 0%: Pour ce qui est de la nature de l'affaire 'q1f', il n'y avait pas d'affaires pendantes au 1er janvier et 8 nouvelles affaires ont été introduites en 2014, ce qui signifie que l'input total est de 8 dossiers pour l'année 2014.
  Aucune de ces 8 affaires n'a été clôturée, ce qui donne en un pourcentage de 0%.

- La **valeur** de cette variable **ne peut jamais dépasser les 100%**, vu que 100% correspond au traitement de toutes les affaires introduites auprès du tribunal. Ainsi, il n'y aurait plus aucune affaire pendante dans cette matière.

2.1.8 Évolution Pendant

Cette variable exprime l'évolution du nombre d'affaires pendantes au cours de la période statistique. Voici la règle de compte: (pendant début - pendant fin)/pendant début.

	Pendant 01/01	**Pendant 31/12**	**Évolution Pendant**
2012	4494	4426	-2%
2013	4426	4697	6%

Explication du tableau ci-dessus:

- -2%: Ce pourcentage signifie que le nombre d'affaires pendantes a **diminué** de 2% au cours de cette année (4494 dossiers pendants au 1er janvier 2012 et 4426 affaires pendantes au 31 décembre 2012).

- 6%: Ce pourcentage signifie que le nombre d'affaires pendantes a **augmenté** de 6% au cours de cette année (4426 dossiers pendants au 1er janvier 2013 et 4697 affaires pendantes au 31 décembre 2013).

2.1.9 Quelles affaires sont reprises dans les statistiques ?

- *Affaires recensées*

  Chaque affaire qui a reçu son propre numéro de rôle est recensée. Les affaires connexes ont également chacune leur numéro de rôle. Elles seront donc recensées comme une affaire distincte alors qu'elles sont traitées comme un seul dossier.

- *Affaires non recensées*

  Les affaires annulées ne sont pas reprises dans les statistiques. Ces affaires ont été mal encodées dans l'application « ARTT ». Pour pouvoir ultérieurement les enregistrer correctement, l'introduction fautive doit d'abord être annulée. Si les affaires annulées avaient été reprises dans les statistiques, il y aurait eu un double recensement.

2.2 Ressort – arrondissement - division

Depuis le 1er avril 2014, le paysage judiciaire pour les tribunaux du travail présente la structure suivante : 5 ressorts, 9 arrondissements et 35 divisions. Ces trois niveaux se répartissent comme suit :

Ressort	***Arrondissement***	***Division***
Anvers	Anvers	Anvers
		Malines
		Turnhout
		Hasselt
		Tongres
Bruxelles	Bruxelles néerlandophone	Bruxelles néerlandophone
	Bruxelles francophone	Bruxelles francophone
	Brabant-Wallon	Nivelles
		Wavre
	Louvain	Louvain
Gand	Gand	Termonde
		Alost
		Saint-Nicolas
		Gand
		Audenarde
		Bruges
		Ypres
		Courtrai
		Roulers
		Furnes
Liège	Eupen	Eupen
	Liège	Huy
		Liège
		Verviers
		Arlon
		Marche-en-Famenne
		Neufchâteau
		Dinant
		Namur
Mons	Hainaut	Charleroi
		Binche
		Mons
		La Louvière
		Tournai
		Mouscron

Avant le 1er avril 2014, il y avait également 3 niveaux, subdivisés en 5 ressorts, 24 arrondissements.

Ressort	***Arrondissement***	***Division***
Anvers	Anvers	
	Malines	
	Turnhout	
	Hasselt	
	Tongres	
Bruxelles	Bruxelles	
	Nivelles	Nivelles
		Wavre
	Louvain	
Gand	Termonde	Termonde
		Alost
		Saint-Nicolas
	Gand	
	Audernarde	
	Bruges	
	Ypres	
	Courtrai	Courtrai
		Roulers
	Furnes	
Liège	Eupen	
	Huy	
	Liège	
	Verviers	
	Arlon - Marche-en-Famenne - Neufchâteau	Arlon
		Marche-en-Famenne
		Neufchâteau
	Namur - Dinant	Dinant
		Namur
Mons	Charleroi	Charleroi
		Binche
	Mons	Mons
		La Louvière
	Tournai	Tournai
		Mouscron

2.3 Catégories

Catégorie
Affaires sociales
Règlement collectif de dettes

Affaires sociales
Cette catégorie renferme toutes les matières relevant de la compétence du tribunal du travail, à l'exception du règlement collectif de dettes. Le tribunal du travail est compétent dans les litiges entre travailleurs et employeurs, dans les litiges relatifs à la sécurité sociale, dans les litiges entre travailleurs par rapport au travail ainsi que dans les litiges pour violence et harcèlement au travail. Le tribunal du travail n'est toutefois pas compétent pour les affaires pénales. Ces affaires relèvent de la compétence du tribunal de police ou du tribunal correctionnel.

Règlement collectif de dettes
Le règlement collectif de dettes est une procédure judiciaire pour les problèmes de dettes structurels. Afin de pouvoir accéder au règlement collectif de dettes, il faut introduire une requête auprès du tribunal du travail. Chaque nouvelle requête est inscrite séparément par le greffe sur le rôle des requêtes.

2.4 Statistiques des actes du juge

2.4.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?

Concernant les statistiques, un acte du juge est une décision du tribunal, inscrite au répertoire du juge et qui s'est vu attribuer un numéro de répertoire. Ces actes recouvrent toutes les décisions prises par les juges, le bureau d'assistance judiciaire et le président du tribunal (jugements, ordonnances, PV, feuilles d'audience) même si certains de ces actes sont rédigés par le greffier, ils sont repris dans le système comme étant des «actes du juge ». Le greffe attribue à chaque acte un type (d'acte), ce qui permet de caractériser l'acte qui a été prononcé (PV, ordonnances,…).

1ière Remarque: le nombre de décisions définitives n'est pas un indicateur fiable du nombre d'affaires clôturées. Il arrive en effet que le greffe utilise une décision définitive comme décision interlocutoire et vice-versa. Ainsi, un certain nombre d'affaires, pourtant clôturées dans les faits, restent pendantes dans le système alors que d'autres sont clôturées à plusieurs reprises.

2ième Remarque: toutes les décisions ne sont pas systématiquement enregistrées dans les actes du juge. C'est le cas par exemple des radiations et des omissions qui peuvent être actées au PV d'audience.

3ième Remarque: les actes inscrits par erreur et ceux relatifs aux affaires inscrites par erreur ne figurent pas dans les résultats statistiques.

2.4.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?

La date de l'acte du juge est la date à laquelle l'acte a été prononcé (et non pas la date d'inscription dans le système informatique ou de mise au répertoire).

2.4.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?

Chaque acte inscrit au répertoire du juge a été recensé.

En revanche, les actes du juge qui renvoient à une affaire inscrite par erreur ou qui constituent une inscription erronée (identifiée grâce au type d'acte) ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

2.5 Rôle

Le rôle est une liste sur laquelle les nouvelles affaires sont inscrites. Ces dernières sont inscrites en ordre d'arrivée auprès du tribunal du travail. Elles se voient toutes attribuer un numéro de rôle unique.

Le rôle est subdivisé en plusieurs listes, et ce, d'une part, en vertu de dispositions législatives et, d'autre part, de considérations pratiques.

Rôle
Rôle général
Registre des Référés
Registre des Pro Deo
Registre des Requêtes
Registre des Requêtes (exc. RCD)
Registre des Conciliations
Registre des Commissions rogatoires

Rôle général

Le rôle général concerne les procédures contradictoires qui ne figurent pas dans l'un des rôles présentés ci-après.

Registre des Référés

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui sont traitées en référé.

Remarque : La notion de référé est interprétée au sens strict. Les affaires « comme en référé » ne sont pas reprises dans le rôle des référés. Elles reçoivent un numéro « rôle général ». Lors d'une procédure « comme en référé », les règles de procédure sont les mêmes que lors d'une procédure « en référé ». Cependant, dans une procédure « comme en référé », le président se prononce sur le fond, ce qui n'est pas le cas lors d'un jugement « en référé ». De la même manière, les demandes urgentes introduites sur requête ne sont pas reprises ici, elles reçoivent un numéro « registre des requêtes ».

Assistance judiciaire

Il arrive qu'une ou plusieurs partie(s) au litige introduisent une demande en vue de bénéficier de l'assistance judiciaire (ex-pro deo)[7]. L'assistance judiciaire consiste en ce que les parties au litige sont exemptées des dépens judiciaires suivants : e.a. droits de timbre et droits d'enregistrement, droits de greffe, droits d'expédition et les autres dépens. L'assistance judiciaire a toujours été attribuée par instance. Ainsi, un juge de première instance ne peut l'attribuer que pour une procédure de première instance. Si les parties décident par la suite d'aller en appel, l'assistance judiciaire devra être sollicitée à nouveau. Cette affaire sera alors mise séparément au rôle « assistance judiciaire ». L'affaire qui a donné lieu à cette demande (le litige proprement dit) sera mise au rôle comme une affaire courante, sous un autre numéro de rôle.

Remarque : La demande en vue de l'obtention d'une assistance judiciaire n'est pas nécessairement liée à l'assistance d'un avocat pro deo. Une personne (partiellement) indigente peut demander un avocat pro deo et/ou l'assistance judiciaire au tribunal du travail.

[7] Depuis le 8 août 2006, le système pro deo est appelé assistance judiciaire aux articles 664 à 687 du Code judiciaire.

Registre des Requêtes

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires de « Règlement collectif de dettes » qui ont été introduites par requête unilatérale[8].

Registre des Requêtes (excl. RCD)

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale[9] et qui n'ont pas trait au règlement collectif de dettes.

Registre des conciliations

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale et qui ont trait à des procédures de conciliation.

Registre de commissions rogatoires

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires adressées par une autre juridiction afin d'exécuter certaines mesures d'instruction.

2.6 Nature de l'affaire

Au moment où une affaire est introduite dans l'application (au début de la procédure), elle se voit attribuer une « nature de l'affaire ». Cette dernière est une qualification qui est utilisée au sein des tribunaux afin de savoir de quelle sorte d'affaire il s'agit.

La nature de l'affaire constitue souvent une indication importante sur son degré de difficulté. Une demande d'assistance judiciaire, par exemple, est en principe moins complexe qu'une affaire « contrat de travail - ouvrier ». De ce fait, les temps moyens de traitement peuvent varier entre les différentes sortes d'affaires. Il est, par conséquent, important de tenir compte de la nature de l'affaire lorsqu'on examine des résultats statistiques.

Cette qualification est une appréciation personnelle des collaborateurs qui introduisent les affaires dans l'application. De ce fait, il est possible que la nature de l'affaire qui est accordée dans l'application, ne corresponde pas tout à fait à la nature de l'affaire telle qu'elle existe en réalité.

Cela sera d'autant plus le cas si plusieurs rubriques « nature de l'affaire » s'appliquent à une affaire. À ce moment-là, des choix doivent être faits car chaque affaire ne peut avoir, pour des raisons techniques, qu'une seule « nature de l'affaire ».

Depuis l'implémentation de l'application « ARTT », la nature de l'affaire est enregistrée dans les greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme « nature de l'affaire » qui évolue en fonction des modifications législatives. Celle-ci est composée de 11 rubriques principales, lesquelles sont subdivisées en 112 sous-rubriques.

Article de loi	Code	Nature d'affaire
A23: Règlement collectif de dettes		
578,14°	a23t	Règlement collectif de dettes
G : Requêtes en assistance judiciaire		
673-675	g1d	assistance judiciaire

[8] Art. 1025 - 1034 Code judiciaire
[9] Art. 1025 - 1034 Code judiciaire

V1 : Requête unilatérale		
1025	v1i	requête unilatérale
	ia	rectification/interprétation de jugement
W1 : Référé		
1035	w1d	contestation d'accident du travail
1035	w1e	contestation de contrat de travail
1035	w1h	octroi de l'aide sociale
1035	w1i	enfants mineurs étrangers non accompagnés
1035	w1z	divers
	ia	rectification/interprétation de jugement
Q1 : Sécurité sociale des travailleurs salariés (580)		
580,1°	q1a	cotisations travailleurs salariés
580,2°	q1aa	désassujettissement ONSS
580,2°	q1b	Allocations familiales travailleurs salariés
580,2°	q1c	Chômage travailleurs salariés
580,2°	q1d	Assurance maladie invalidité trav. salariés
580,2°	q1e	Pensions travailleurs salariés
580,2°	q1f	vacances annuelles travailleurs salariés
580,2°	q1g	Fonds fermeture entreprises
580,3°	q1h	sécurité sociale personnes assimilées
580,4°	q1i	contestations entre organismes de sécurité sociale
580,6°a	q1j	assurance sociale sociétés mutualistes
580,6°d	q1m	assurance maladie complémentaire
580,18°	q1x	recours – décision du Bureau d'aide juridique
580,19°	q1xa	recours – décision de la Commission Artistes
L14/07/94 art.5	q1y	recouvrement des prestations de soins dispensés
L 18/07/17	q1yb	soins médicaux, pension de dédommagement (terro.)
580	q1z	securite sociale des travailleurs salaries - divers
Q2 : CPAS		
580,8°a	q2a	Revenu garanti personnes âgées sanctions
580,8°b	q2b	prestations familiales garanties
580,8°c2	q2d	intégration sociale (emploi et/ou revenu d'intégration)
580,8°,d	q2ea	CPAS Aide sociale

580,8°e	q2f	garantie de revenus aux personnes âgées
580,8°f	q2g	accueil des demandeurs d'asile et étrangers
R1 : La sécurité sociale pour les indépendants		
581,1°	r1a	Cotisations sécurité sociale indépendants
581, 1°	r1aa	contestation commisision des dispenses de cotisations
581,2°	r1b	Allocations Familiales indépendants
581,2°	r1d	Assurance maladie invalidité indépendants
581,2°	r1e	pensions indépendants
581,3°a	r1f	Egalité hommes / femmes indépendants
581,3°b	r1g	participation proportionnelle marché d'emploi - indépendants
581, 9°	r1ma	Discrimination femmes/hommes indépend.
581,10°	r1o	discrimination indépendants
581,11°	r1p	Racisme Xénophobie indépendants
581,12°	r1r	discrimination politique flamande d'égalité des chances – indépendants
581,14°	r1s	discrimination suite signalement des infractions à loi 02/08/02 art. 69bis indép.
581	r1z	sécurité sociale indépendants – divers
S1 : Allocations handicapés (582 1°-2°)		
582,1°	s1a	handicapés
582,2°	s1b	reclassement social handicapés
	s1z	personnes handicapées - divers
T1 : Conseil d'entreprise / Élections sociales (582 3°)		
582,3°	t1a	conseil d'entreprise
582,4°	t1b	comités de sécurité, d'hygiène et embellissement des lieux de travail
L	t1ba	Elections sociales
582,6°	t1d	comités d'entreprise européens
582,8°	t1f	société européenne
582,9°	t1fa	groupe spécial négociations europe
582, 12°	t1fd	groupe spécial négotiation fusion transfrontalière
582,14°	t1fe	titre service
582,15°	t1ff	hr-rail - élections sociales
587ter	t1g	comité entreprise européen
587quater	t1h	société européenne
587quinquies	t1i	sociétés coopératives européennes

587sexies	t1j	sociétés fusion transfrontalières
587septies	t1k	saisies droit pénal social
582	t1z	art. 582 ou 587 - varia
U1 : Sanctions administratives (art 583)		
583,1°	u1a	sanctions/amendes administratives
583	u1z	sanctions administratives - divers
P1 : Accidents de travail, maladies professionnelles		
579,1°	p1a	Accidents du travail
579,1°	p1b	Maladies professionnelles
579,1°	p1c	1/3 en capital
579,3°	p1e	allocations accidents du travail octroyées par FEDRIS
579,3°	p1f	allocations maladies professionelles octroyées par FEDRIS
579,6°	p1i	Fonds indemnisation victimes de l'amiante
579	p1z	accidents du travail - maladies professionnelles - divers
O1 : Droit du travail		
578,1°	o1a	Contrat de travail ouvrier
578,1°	o1b	Contrat de travail employé
578,8°a	o1k	Egalité hommes/femmes salariés
578,8°b	o1l	participation proportionnelle sur le marché de l'e
578,9°	o1m	qualité et maintien du droit travaill. suite transfert entreprise
578, 10°	o1na	Discrimination hommes/femmes salariés
578,11°	o1o	risques psycho-sociaux (violence, harcèlement moral ou sexuel au travail)
578,12°	o1p	protection conseiller en prévention
578,13°	o1q	Discrimination travailleurs salariés
578,15°	o1ra	Racisme – Xénophobie salariés
578,17°	o1t	Action civile de l'Auditorat
578,19°	o1tb	Continuité des entreprises : homologation
578, 22°, 23°	o1td	pensions complémentaires travailleurs
578 bis	o1te	pensions complémentaires travailleurs indépendants ou dirigeants d'entreprise
578,20°	o1tf	discrimination politique flamande d'égalité des chances – travailleurs
578,25°	o1tg	discrimination suite signalement des infractions à loi 02/08/02 art. 69bis
587bis,1°	o1u	procéd. préalable travailleurs protégés
587bis,5°	o1ua	hr-rail - proc. préalable travailleur proté

587bis, 2°	o1va	Action cessation de discrimination
587bis, 3°	o1vb	Action cessation racisme xénophobie
587bis, 4°	o1vc	Action cessation discrim. femmes hommes
L11/06/02 32dec	o1vd	Action cessation harcèlement mes. prov.
L16/11/72 4sex	o1ve	mesures prises par l'inspection du travail
L02/06/10 2	o1vf	mesures prises exécution droit pénal soc.
587bis,4°bis	o1vg	loi bien être art.32decies §2
587bis,5°	o1vh	politique flamande égalité des chances et de traitement 10/07/08
L19/03/91 6	o1w	licenciement travailleur protégé
L23/07/26 Art.1	o1wa	hr-rail - travailleur protégé
D. 30/04/04	o1ya	saisies inspecteurs lois sociales comm. et régions flamandes
D. 30/04/04	o1yb	contestation contrôle et sanct. pénales comm. et région flamandes
578	o1z	droit du travail - divers

2.7 Type de chambre

Un, trois ou cinq juges siège(nt) dans les chambres des tribunaux du travail. Pour les chambres à trois juges, deux magistrats non professionnels siègent aux côtés du juge. Pour les chambres à cinq juges, il y a quatre magistrats non professionnels aux côtés du juge.

2.8 Langue

La langue est déterminée par le tribunal où l'affaire est fixée.

L'arrondissement de Bruxelles constitue une exception à cette règle : avant le 1er avril 2014, la langue de l'affaire était déterminée par la langue de la chambre qui traitait l'affaire. Le 1er avril 2014, l'arrondissement de Bruxelles a été divisé en deux arrondissements : Bruxelles francophone et Bruxelles néerlandophone.

2.9 Output

Cette variable reflète le type de décision par laquelle une affaire est clôturée.

Type Output
Jugement définitif
Ordonnance définitive
Désistement
Radiation
Omission
Autre

Jugement définitif

Un jugement définitif est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante.

Une décision mixte se caractérise par le fait qu'une décision définitive est prise sur seulement certains points litigieux alors qu'il faut encore décider quant au fond sur d'autres points. Ce type de jugement est considéré comme un jugement interlocutoire. L'affaire reste pendante tant qu'il n'y a pas de décision définitive sur les points restants.

Attention : Dans cette publication, la définition de jugement définitif est donnée d'un point de vue statistique. La définition juridique d'un jugement définitif peut ainsi différer de celle de la définition statistique.

Ordonnance définitive

Une ordonnance définitive est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante. Dans la plupart des cas, des ordonnances sont rendues dans les affaires qui ont été inscrites sur le rôle des requêtes. La différence avec un jugement définitif réside dans le fait que cette décision ne doit pas être prononcée lors d'une audience publique.

Désistement

Par le désistement d'instance, la partie qui a saisi le tribunal renonce à la procédure qu'elle a engagée. Il importe de souligner ici qu'il n'est pas renoncé au droit lui-même. Ainsi, lorsqu'une partie se désiste, elle ne renonce pas au droit de réintroduire une autre instance lui-même. Un désistement d'instance n'implique pas nécessairement que la partie a l'intention d'accepter la décision[10].

Pour la partie qui se désiste de l'instance, la décision que le juge prendra suite à cela sera un jugement définitif. Si une seule partie se désiste de l'instance, alors le juge prononcera un jugement mixte. Pour la partie qui se désiste, il s'agit d'un jugement définitif ; pour les autres parties, il s'agit d'un jugement interlocutoire. Vu que dans ce dernier cas l'affaire est encore pendante, la décision est introduite comme un jugement interlocutoire dans l'application.

Radiation

Un procès peut être terminé par la radiation d'une affaire du rôle. Cela ne peut se produire que si toutes les parties en conviennent. La cause tombera par-là même et ne sera plus pendante.

Il est possible de rendre l'affaire à nouveau pendante en assignant à nouveau les parties. L'affaire recevra un nouveau numéro de rôle et sera recensée comme une nouvelle affaire.

Remarque : La doctrine semble d'avis qu'une radiation est une clôture, et ce, sans que le juge ne rende un jugement définitif à cet effet.

Omission d'office[11]

Une affaire peut prendre fin à la suite d'une omission d'office du rôle. Une omission d'office s'opère une fois par an lors d'une audience particulière.

Seules les affaires qui sont mises au rôle depuis plus de trois ans et pour lesquelles les débats n'ont pas commencé ou celles qui n'ont plus progressé depuis plus de trois ans peuvent être omises d'office. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général. Par une omission d'office, une affaire est considérée comme de l'output.

[10] Cass. 11 mars 2010, C.09.0347.N).
[11] Art. 730, §2 Code judiciaire.

Autre

Cette catégorie contient un certain nombre de décisions moins fréquentes qui mettent fin à une affaire.

Conciliation

Le Code judiciaire prévoit que les parties au litige ont la possibilité de soumettre au préalable leur demande au juge compétent à fin de conciliation. Lorsqu'une telle demande est formulée, le juge convoque les parties et tente, en concertation avec celles-ci, de trouver une solution au litige qui les oppose. Le juge assiste les parties dans la recherche d'une solution, mais il ne peut leur en imposer une. En cas d'accord entre les parties, une ordonnance mettant fin à l'affaire est établie.

Pour le tribunal du travail, la résolution du litige via une procédure de conciliation est devenue obligatoire dans de nombreuses matières et plus particulièrement, dans les litiges ayant trait aux contrats de travail.

Assistance judiciaire

L'assistance judiciaire a pour objectif de dispenser les personnes qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour payer les frais d'une procédure judiciaire, totalement ou partiellement, du paiement des droits de timbre et d'enregistrement, des frais de greffe et d'expédition et des dépens restants.

L'ordonnance par laquelle le juge se prononce sur la demande en assistance judiciaire doit être considérée comme une ordonnance définitive dans la mesure où elle met un terme à cette procédure.

Renvoi

Si l'objet de la procédure ne relève pas de la compétence du tribunal, le juge peut prendre la décision de renvoyer l'affaire devant une autre instance. Par cette décision, un autre tribunal sera saisi de l'affaire. Au niveau du tribunal du travail, cette décision met fin à l'affaire. En revanche, cette affaire sera inscrite comme une nouvelle affaire dans l'autre tribunal.

Jonction[12]

Une affaire peut également être clôturée par jonction d'affaires. Si le juge prononce une jonction, l'affaire la plus récente (connexe) est généralement jointe à la plus ancienne (principale). En ce qui concerne les statistiques, l'affaire la plus récente est considérée comme clôturée au moment de la jonction. L'affaire la plus ancienne se poursuit éventuellement.

Les affaires inscrites sous la rubrique « jonction » concernent uniquement les affaires connexes liées à une affaire principale. Les affaires connexes et l'affaire principale forment ensemble un dossier.

2.10 Type d'acte du juge

Au moment où un acte du juge est introduit dans le système informatique, lui est attribué un "type d'acte". Le type d'acte est une qualification qui est accordée afin de savoir de quelle sorte d'acte il s'agit.

Cette qualification est une appréciation personnelle des collaborateurs qui introduisent les actes, de ce fait il est possible que le type d'acte comme il est accordé dans le système informatique, ne correspond pas tout à fait avec le type d'acte que cet acte a en réalité.

Cela sera d'autant plus le cas, si plusieurs rubriques s'appliquent à un acte, à ce moment des choix doivent être fait car chaque acte ne peut être qu'un seul type. Ainsi, les statistiques concernant les actes doivent être interprétées avec beaucoup de précaution.

Le type d'acte est enregistré aux greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme "type d'acte". Celle-ci est aujourd'hui composée de plusieurs rubriques principales lesquelles sont subdivisées en sous-rubriques.

[12] Art. 565 – 566 Code judiciaire.

Le tableau des rubriques principales est exposé ci-dessous.

Rubrique type d’acte
procès-Verbal
décisions en général
feuille d'audience
jugement dans le registre A
Jugements
Jugements RCD
Jugements médiation judiciaire
Jugements expertise
Ordonnances mise en état
Ordonnances RCD
Ordonnances expertises
Ordonnances enquêtes
Ordonnances travailleur protégé
Ordonnances médiation judiciaire
Ordonnances référés
Ordonnances pro deo
Ordonnances sur requête unilatérale
Ordonnances pour l'organisation du tribunal
encodage erroné
après audience

III. STATISTIQUES

INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1. Catégorie

Catégorie - Ressort		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Affaires Sociales	**Anvers**	17192	9169	26361	10740	15621	303	161
	Bruxelles	25578	12486	38062	13315	24749	295	87
	Gand	10202	6696	16898	7797	9101	307	163
	Liège	25388	9971	35359	10781	24578	488	322
	Mons	15560	6786	22346	7104	15242	476	288
	Total	**93920**	**45108**	**139026**	**49737**	**89291**	**367**	**177**
règlement collectif de dettes	**Anvers**	16191	2668	18859	3137	15722	1714	1638
	Bruxelles	14010	2213	16223	2243	13980	2055	2068
	Gand	21555	3231	24786	3370	21416	2067	2056
	Liège	24590	2668	27258	3327	23931	2083	2183
	Mons	12376	2052	14428	2043	12385	1882	1860
	Total	**88722**	**12832**	**101554**	**14120**	**87434**	**1964**	**1954**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

INPUT- OUTPUT National Période : 2017

2.a. Rôle

Rôle	Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Rôle Général	90040	44291	76.4	134330	48999	85332	373	185
Registre des Requêtes	91082	12832	22.1	103914	14120	89794	1964	1954
Registre des Référés	506	167	0.3	673	156	517	51	22
Registre des Conciliations	185	195	0.3	380	169	211	54	51
Registre des Pro Deo	793	255	0.4	1048	237	811	6	3
Registre de Requêtes (non RCD)	29	200	0.3	228	176	53	3	2
Total	**182635**	**57940**	**100.0**	**240573**	**63857**	**176718**	**742**	**337**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

INPUT- OUTPUT National Période : 2017

2.b. Rôle - Ressort

Ressort - Rôle		Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
								Moyenne	Médiane
Anvers	**Rôle Général**	16904	9105	15.7	26009	10684	15325	304	162
	Registre des Requêtes	16237	2668	4.60	18905	3137	15768	1714	1638
	Registre des Référés	58	13	0.02	71	12	59	33	33
	Registre des Conciliations	3	1	0.00	4	1	3	13	13
	Registre des Pro Deo	176	33	0.06	209	27	182	5	6
	Registre de Requêtes (non RCD)	3	17	0.03	20	16	4	2	1
Bruxelles	**Rôle Général**	22899	12251	21.1	35149	13093	22057	300	93
	Registre des Requêtes	16266	2213	3.82	18479	2243	16236	2055	2068
	Registre des Référés	138	70	0.12	208	63	145	50	11
	Registre des Conciliations	78	11	0.02	89	8	81	47	47
	Registre des Pro Deo	196	70	0.12	266	71	195	5	3
	Registre de Requêtes (non RCD)	9	84	0.14	92	80	13	3	1
Gand	**Rôle Général**	9970	6444	11.1	16414	7569	8845	316	173
	Registre des Requêtes	21570	3231	5.58	24801	3370	21431	2067	2056
	Registre des Référés	101	26	0.04	127	28	99	67	56
	Registre des Conciliations	44	171	0.30	215	151	64	51	51
	Registre des Pro Deo	60	37	0.06	97	35	62	7	5
	Registre de Requêtes (non RCD)	9	18	0.03	27	14	13	3	2
Liège	**Rôle Général**	24846	9787	16.9	34633	10624	24009	496	333
	Registre des Requêtes	24620	2668	4.60	27288	3327	23961	2083	2183
	Registre des Référés	135	36	0.06	171	33	138	61	38
	Registre des Conciliations	41	10	0.02	51	7	44	128	71
	Registre des Pro Deo	328	72	0.12	400	64	336	9	2
	Registre de Requêtes (non RCD)	8	66	0.11	74	53	21	3	2
Mons	**Rôle Général**	15421	6704	11.6	22125	7029	15096	481	299
	Registre des Requêtes	12389	2052	3.54	14441	2043	12398	1882	1860
	Registre des Référés	74	22	0.04	96	20	76	28	21
	Registre des Conciliations	19	2	0.00	21	2	19	39	39
	Registre des Pro Deo	33	43	0.07	76	40	36	5	2
	Registre de Requêtes (non RCD)	0	15	0.03	15	13	2	7	3

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.a. Ressort - Arrondissement

Ressort - Arrondissement		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Anvers	**Anvers**	17192	9169	26361	10740	15621	303	161
	Total Ressort	**17192**	**9169**	**26361**	**10740**	**15621**	**303**	**161**
Bruxelles	**Bruxelles Francophone**	15324	7722	23045	8075	14971	279	72
	Bruxelles Néerlandophone	5632	2256	7888	2324	5564	307	82
	Louvain	1360	990	2350	1074	1276	278	182
	Brabant-Wallon	3262	1518	4779	1842	2938	353	98
	Total Ressort	**25578**	**12486**	**38062**	**13315**	**24749**	**295**	**87**
Gand	**Gand**	10202	6696	16898	7797	9101	307	163
	Total Ressort	**10202**	**6696**	**16898**	**7797**	**9101**	**307**	**163**
Liège	**Eupen**	422	232	654	269	385	422	348
	Liège	24966	9739	34705	10512	24193	490	322
	Total Ressort	**25388**	**9971**	**35359**	**10781**	**24578**	**488**	**322**
Mons	**Hainaut**	15560	6786	22346	7104	15242	476	288
	Total Ressort	**15560**	**6786**	**22346**	**7104**	**15242**	**476**	**288**
Total		**93920**	**45108**	**139026**	**49737**	**89291**	**367**	**177**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.b. Arrondissement - Division

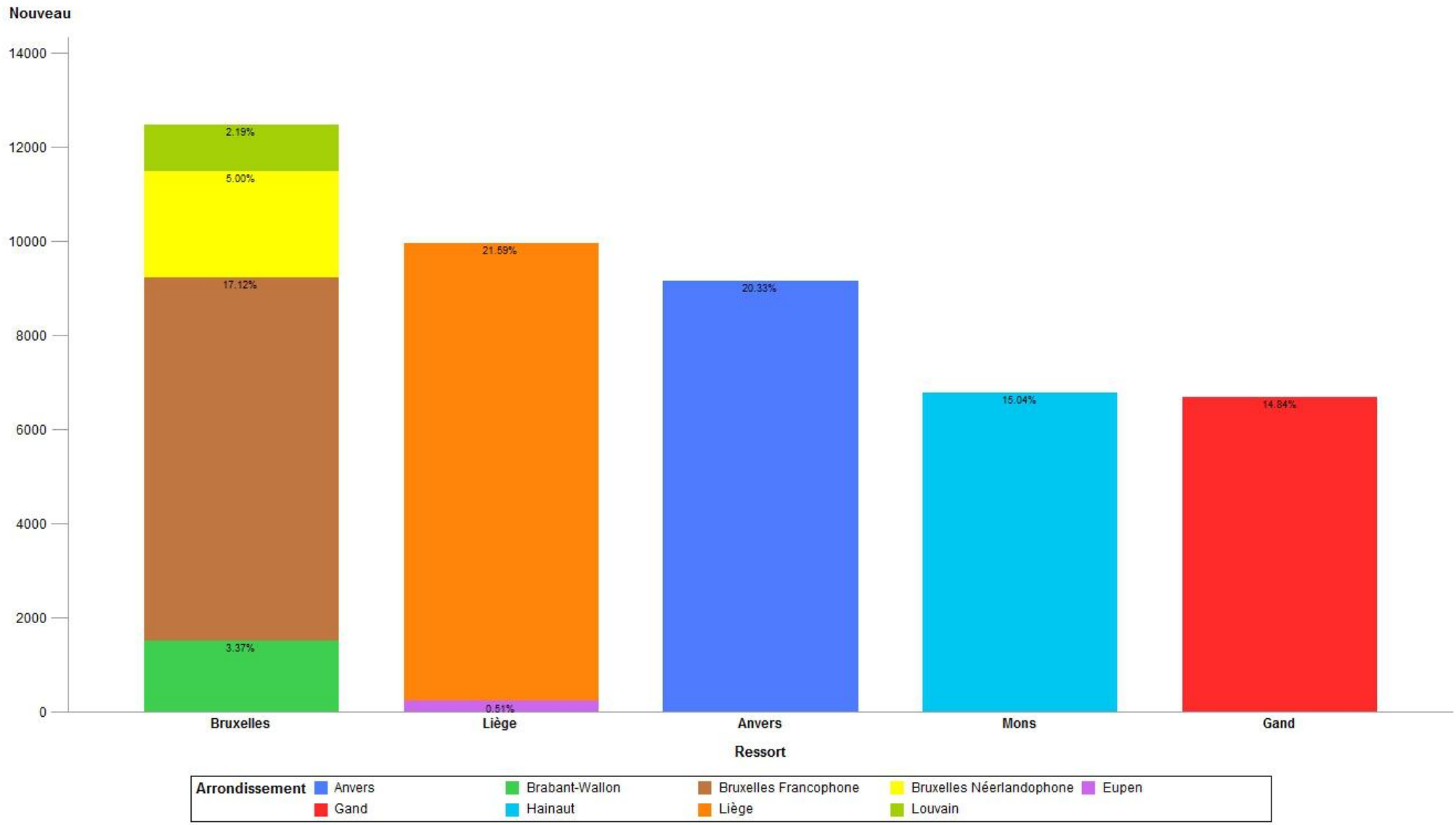
Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Anvers	**Anvers**	6189	4235	10424	5128	5296	298	156
	Hasselt	5773	1519	7292	1737	5555	294	156
	Malines	1586	924	2510	1043	1467	329	161
	Tongres	1871	1315	3186	1449	1737	276	161
	Turnhout	1773	1176	2949	1383	1566	343	189
	Total Arrondissement	**17192**	**9169**	**26361**	**10740**	**15621**	**303**	**161**
Bruxelles Francophone	**Bruxelles Francophone**	15324	7722	23045	8075	14971	279	72
	Total Arrondissement	**15324**	**7722**	**23045**	**8075**	**14971**	**279**	**72**
Bruxelles Néerlandophone	**Bruxelles Néerlandophone**	5632	2256	7888	2324	5564	307	82
	Total Arrondissement	**5632**	**2256**	**7888**	**2324**	**5564**	**307**	**82**
Louvain	**Louvain**	1360	990	2350	1074	1276	278	182
	Total Arrondissement	**1360**	**990**	**2350**	**1074**	**1276**	**278**	**182**
Brabant-Wallon	**Nivelles**	1763	876	2638	918	1721	354	119
	Wavre	1499	642	2141	924	1217	353	77
	Total Arrondissement	**3262**	**1518**	**4779**	**1842**	**2938**	**353**	**98**
Gand	**Alost**	696	417	1113	485	628	336	176
	Bruges	1799	1336	3135	1524	1611	249	113
	Termonde	736	415	1151	457	694	353	203
	Gand	2476	1675	4151	1984	2167	318	211
	Ypres	491	295	786	398	388	378	281
	Courtrai	1043	635	1678	831	847	262	124
	Audenarde	694	503	1197	559	638	348	175
	Roulers	391	311	702	291	411	291	136
	Saint-Nicolas	1470	823	2293	968	1325	334	142
	Furnes	406	286	692	300	392	300	142
	Total Arrondissement	**10202**	**6696**	**16898**	**7797**	**9101**	**307**	**163**
Eupen	**Eupen**	422	232	654	269	385	422	348
	Total Arrondissement	**422**	**232**	**654**	**269**	**385**	**422**	**348**
Liège	**Arlon**	679	325	1004	392	612	227	104
	Dinant	1249	750	1999	877	1122	362	191
	Huy	2118	701	2819	790	2029	433	286
	Liège	13195	4906	18101	4957	13144	530	396
	Marche-en-famenne	438	330	768	295	473	204	64
	Namur	4157	1329	5486	1521	3965	525	358
	Neufchâteau	408	349	757	336	421	245	85
	Verviers	2722	1049	3771	1344	2427	634	533
	Total Arrondissement	**24966**	**9739**	**34705**	**10512**	**24193**	**490**	**322**
Hainaut	**Binche**	1367	643	2010	530	1480	407	186
	Charleroi	6551	2734	9285	2855	6430	484	343
	La Louvière	2244	970	3214	872	2342	440	183
	Mons	3116	1202	4318	1432	2886	549	361
	Mouscron	460	277	737	306	431	521	199
	Tournai	1822	960	2782	1109	1673	411	207
	Total Arrondissement	**15560**	**6786**	**22346**	**7104**	**15242**	**476**	**288**
Total		**93920**	**45108**	**139026**	**49737**	**89291**	**367**	**177**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

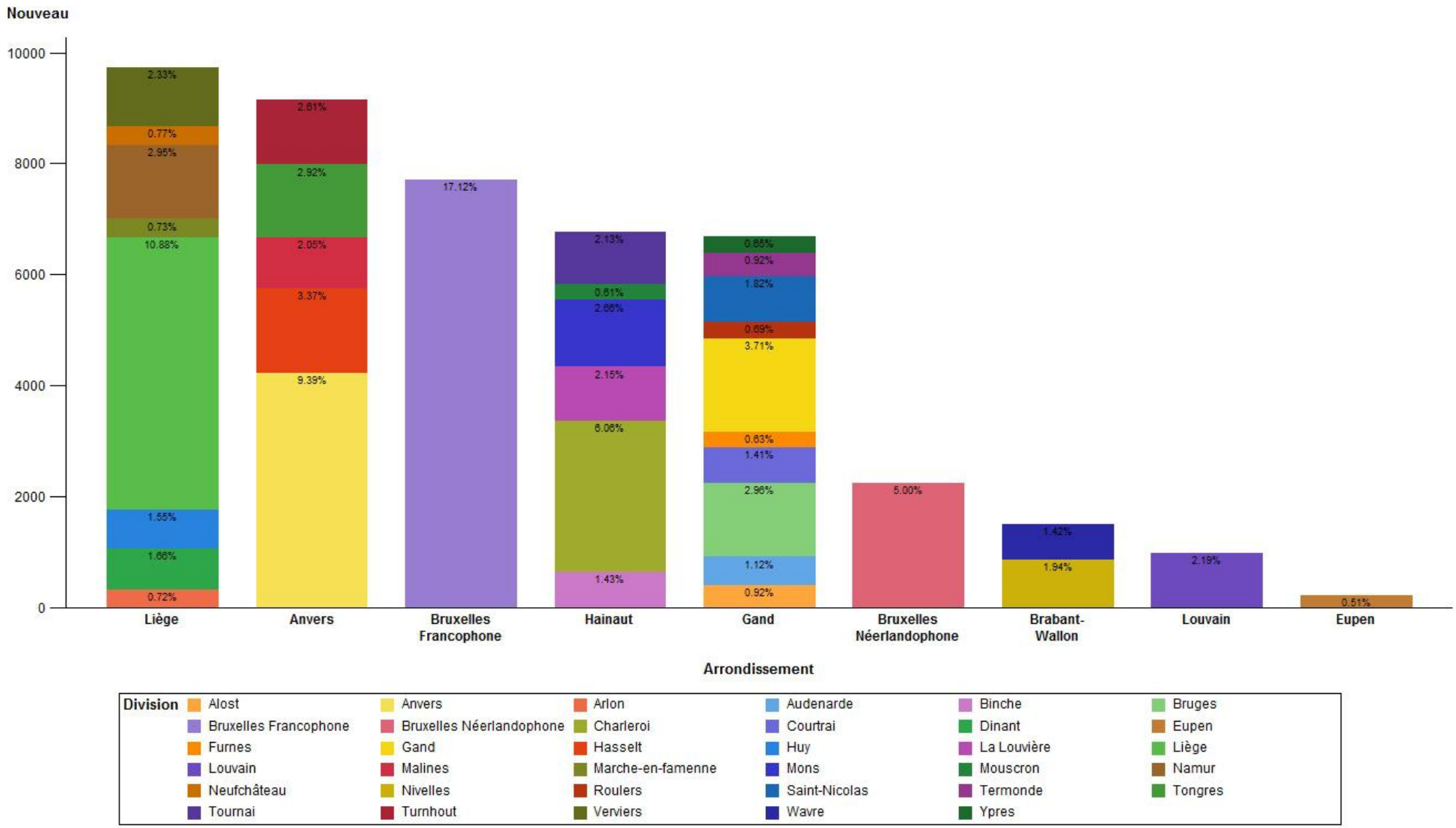
1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.c. Ressort - Arrondissement (Nouveau)



1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

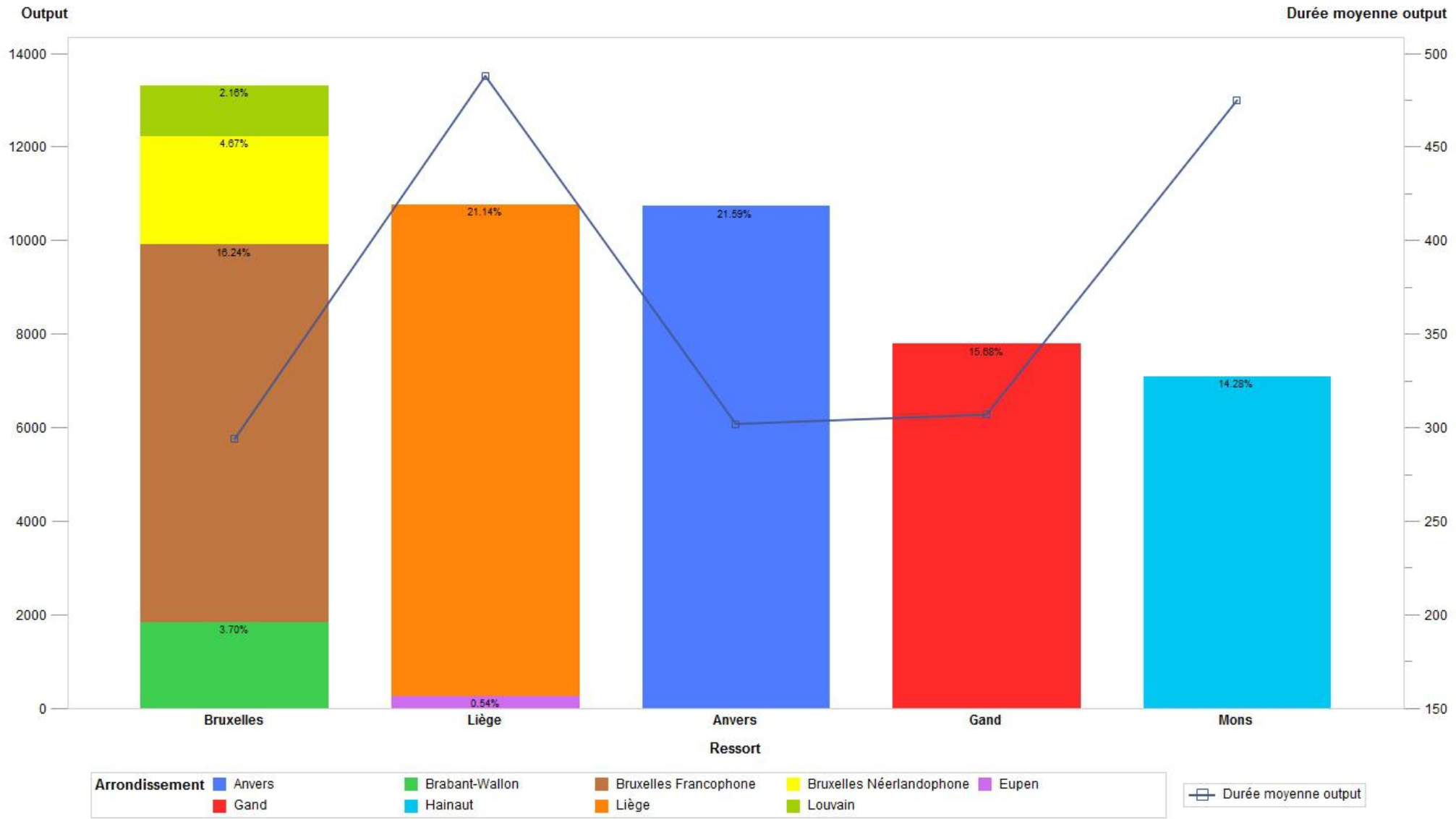
1.1.d. Arrondissement - Division (Nouveau)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.e. Ressort - Arrondissement: Output et Durée moyenne

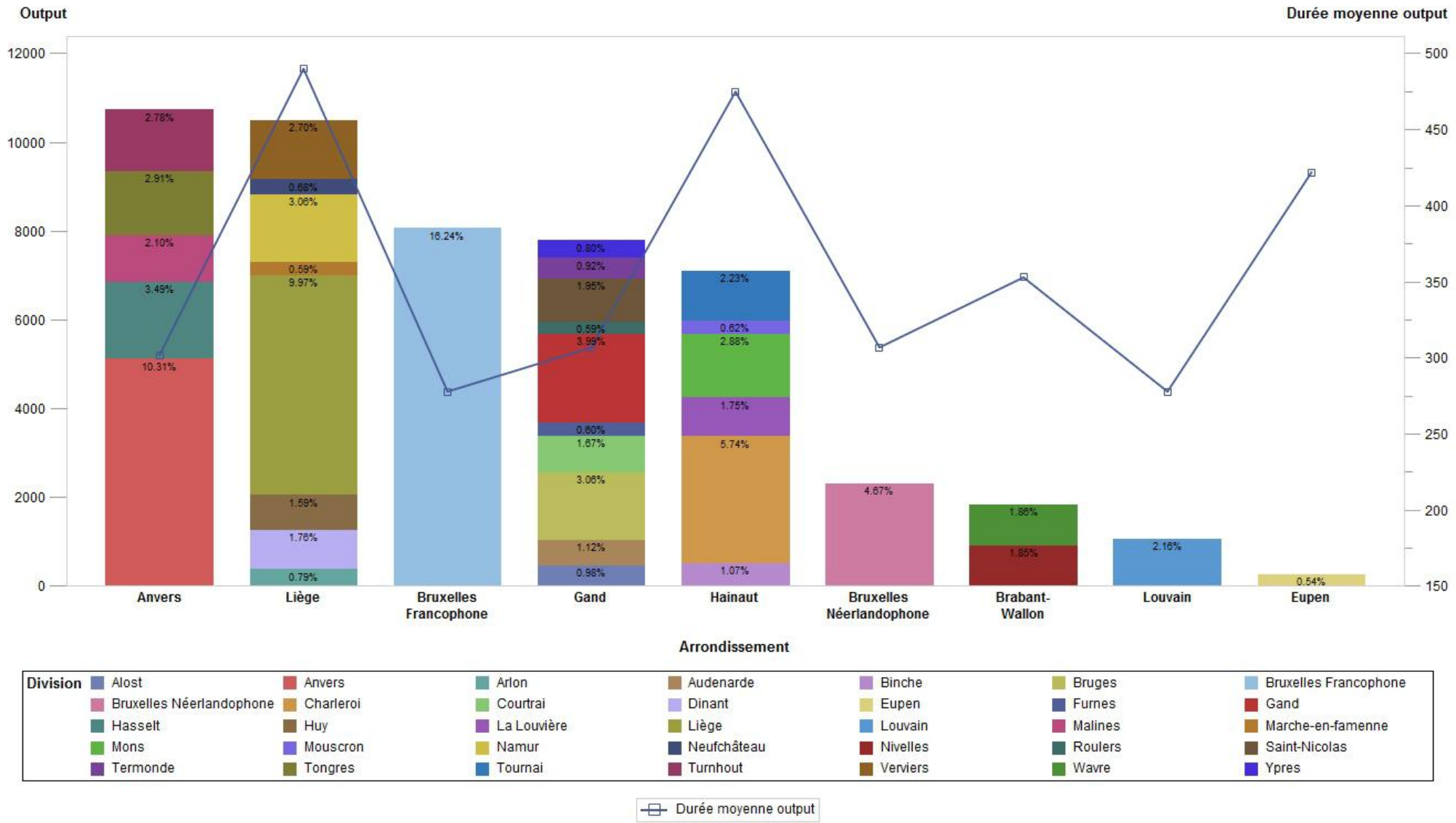


Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.f. Arrondissement - Division: Output et Durée moyenne



1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.g. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12 Nombre	Evolution pendant 01/01-31/12 %
Anvers	Anvers	Anvers	121%	49%	-893	-14%
		Hasselt	114%	24%	-218	-4%
		Malines	113%	42%	-119	-8%
		Tongres	110%	45%	-134	-7%
		Turnhout	118%	47%	-207	-12%
		Arrondissement Anvers	117%	41%	-1571	-9%
	Ressort Anvers		117%	41%	-1571	-9%
Bruxelles	Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	105%	35%	-353	-2%
	Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	103%	29%	-68	-1%
	Louvain	Louvain	108%	46%	-84	-6%
	Brabant-Wallon	Nivelles	105%	35%	-42	-2%
		Wavre	144%	43%	-282	-19%
		Arrondissement Brabant-Wallon	121%	39%	-324	-10%
	Ressort Bruxelles		107%	35%	-829	-3%
Gand	Gand	Alost	116%	44%	-68	-10%
		Bruges	114%	49%	-188	-10%
		Termonde	110%	40%	-42	-6%
		Gand	118%	48%	-309	-12%
		Ypres	135%	51%	-103	-21%
		Courtrai	131%	50%	-196	-19%
		Audenarde	111%	47%	-56	-8%
		Roulers	94%	41%	20	5%
		Saint-Nicolas	118%	42%	-145	-10%
		Furnes	105%	43%	-14	-3%
		Arrondissement Gand	116%	46%	-1101	-11%
	Ressort Gand		116%	46%	-1101	-11%
Liège	Eupen	Eupen	116%	41%	-37	-9%
	Liège	Arlon	121%	39%	-67	-10%
		Dinant	117%	44%	-127	-10%
		Huy	113%	28%	-89	-4%
		Liège	101%	27%	-51	-0%
		Marche-en-famenne	89%	38%	35	8%
		Namur	114%	28%	-192	-5%
		Neufchâteau	96%	44%	13	3%
		Verviers	128%	36%	-295	-11%
		Arrondissement Liège	108%	30%	-773	-3%
	Ressort Liège		108%	30%	-810	-3%
Mons	Hainaut	Binche	82%	26%	113	8%
		Charleroi	104%	31%	-121	-2%
		La Louvière	90%	27%	98	4%
		Mons	119%	33%	-230	-7%
		Mouscron	110%	42%	-29	-6%
		Tournai	116%	40%	-149	-8%
		Arrondissement Hainaut	105%	32%	-318	-2%
	Ressort Mons		105%	32%	-318	-2%
Total			110%	36%	-4629	-5%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.2.a. Nature

Groupe nature		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
droit du travail (578)	o1a - contrat de travail ouvrier	6810	3448	10258	3634	6624	338	244
	o1b - contrat de travail employé	8174	3321	11495	3466	8029	469	388
	o1c - violation des secrets de fabrication	2	0	2	0	2	.	.
	o1d - contrat d'apprentissage	3	2	5	1	4	184	184
	o1e - conventions collectives du travail	8	1	9	2	7	227	227
	o1f - litiges entre travailleurs salariés	1	0	1	1	0	936	936
	o1g - formation professionnelle accélérée	2	1	3	0	3	.	.
	o1j - infraction aux règlementations du travail	1	0	1	0	1	.	.
	o1l - participation proportionnelle sur le marché	1	0	1	1	0	413	413
	o1na - discrimination hommes/femmes salariés	6	5	11	4	7	778	856
	o1o - risques psycho-sociaux (violence, harcèlemen	93	22	115	29	86	626	470
	o1p - protection conseiller en prévention	3	4	7	2	5	247	247
	o1q - discrimination travailleurs salariés	36	6	42	12	30	461	457
	o1s - examens médicaux	0	1	1	1	0	51	51
	o1t - action civile auditeur du travail	1	1	2	1	1	743	743
	o1tb - continuité des entreprises : homologation	1	2	3	3	0	12	6
	o1td - pensions complémentaires travailleurs	4	1	5	1	4	586	586
	o1te - pensions complémentaires travailleurs indép	1	1	2	1	1	377	377
	o1u - procédure préalable travailleurs protégés	182	82	264	38	226	26	12
	o1va - action cessation de discrimination	7	4	11	4	7	296	240
	o1vb - action cessation racisme ou xénophobie	1	0	1	1	0	505	505
	o1vc - action cessation discrim. femmes hommes	1	0	1	0	1	.	.
	o1vd - action cessation harcèlement mesures provis	21	2	23	6	17	551	217
	o1ve - mesures prises par l'inspection du travail	2	0	2	0	2	.	.
	o1w - licenciement travailleur protégé	185	118	303	97	206	53	26
	o1z - droit du travail - divers	64	36	100	24	76	203	132
	Total groupe nature	**15610**	**7058**	**22668**	**7329**	**15339**	**397**	**321**
accidents de travail, maladies professionnelles (5	p1a - accidents du travail	8109	2661	10770	2899	7871	881	743
	p1b - maladies professionnelles	2342	653	2995	705	2290	987	905
	p1c - accidents du travail - 1/3 en capital	61	169	230	175	55	82	57
	p1e - allocations accidents du travail octroyées p	28	5	33	9	24	405	369
	p1f - allocations maladies professionelles octroyé	16	2	18	1	17	1052	1052
	p1i - fonds indemnisation victimes de l'amiante	4	4	8	1	7	849	849
	p1z - accidents du travail - maladies professionne	23	15	38	11	27	590	439
	Total groupe nature	**10583**	**3509**	**14092**	**3801**	**10291**	**862**	**750**
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1a - cotisations travailleurs salariés	11856	13378	25233	16699	8534	75	39
	q1b - allocations familiales travailleurs salariés	1288	596	1884	557	1327	554	466
	q1c - chômage travailleurs salariés	8410	3815	12225	3967	8258	602	434
	q1d - assurance maladie invalidité trav. salariés	18156	8068	26224	8495	17729	563	447
	q1e - pensions travailleurs salariés	615	276	891	258	633	473	332
	q1f - vacances annuelles travailleurs salariés	359	141	500	124	376	701	315
	q1g - fonds fermeture entreprises	135	36	171	58	113	592	399
	q1h - sécurité sociale personnes assimilées	63	22	85	19	66	457	400
	q1i - contestations entre organismes de sécurité s	7	4	11	2	9	454	454
	q1j - assurance sociale sociétés mutualistes	34	30	64	22	42	342	262
	q1k - assurance sociale organis. régime pension	2	1	3	1	2	401	401

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.2.a. Nature

Groupe nature		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
securite sociale des travailleurs salaries (580)	**q1l - office sécurité sociale d'outre-mer**	3	1	4	0	4	.	.
	q1m - assurance maladie complémentaire	84	51	135	50	85	242	161
	q1o - complément rente pension retraite anticipée	0	1	1	1	0	148	148
	q1p - prépension spéciale	1	0	1	0	1	.	.
	q1q - prépension pour invalides âgés	2	0	2	2	0	526	526
	q1r - cotisation spéciale de sécurité sociale	7	7	14	10	4	224	51
	q1v - obligations entrepreneurs et sous-traitants	5	2	7	5	2	338	430
	q1w - prime en compensation des cotisations de séc	0	2	2	0	2	.	.
	q1x - recours – décision du Bureau d'aide juridiqu	110	127	237	98	139	228	177
	q1xa - recours – décision de la Commission Artiste	0	11	11	0	11	.	.
	q1y - recouvrement des prestations de soins dispen	33	6	39	14	25	1288	864
	q1z - securite sociale des travailleurs salaries -	4308	141	4449	148	4301	439	468
	Total groupe nature	**45478**	**26716**	**72193**	**30530**	**41663**	**299**	**86**
cpas	**q2 - sécurité d'existence**	7	0	7	0	7	.	.
	q2a - revenu garanti personnes âgées - sanctions	9	8	17	5	12	135	139
	q2b - prestations familiales garanties	12	5	17	7	10	388	290
	q2c - CPAS minimum de moyens d'existence	492	42	534	161	373	413	178
	q2d - intégration sociale (emploi et/ou revenu d'i	1918	1365	3283	1446	1837	250	185
	q2e - CPAS aide sociale	278	0	278	17	261	1914	1914
	q2ea - aide sociale	2511	2217	4728	1883	2845	206	160
	q2f - garantie de revenus aux personnes âgées	25	25	50	20	30	194	183
	q2g - accueil des demandeurs d'asile et étrangers	144	86	230	81	149	159	147
	Total groupe nature	**5396**	**3748**	**9144**	**3620**	**5524**	**227**	**169**
securite sociale des travailleurs independants (58	**r1a - cotisations sécurité sociale indépendants**	1451	728	2179	727	1452	337	99
	r1aa - contestation commisision des dispenses de c	14	19	33	4	29	190	118
	r1b - allocations familiales indépendants	62	25	87	30	57	403	297
	r1d - assurance maladie invalidité indépendants	619	259	878	248	630	743	527
	r1e - pensions indépendants	155	79	234	69	165	390	262
	r1f - traitement égal hommes / femmes indépendants	1	0	1	0	1	.	.
	r1h - cotisation de solidarité-indépendants	6	6	12	8	4	126	66
	r1i - cotisations de modération - indépendants	1	0	1	1	0	.	.
	r1j - cotisations spéciales – indépendants isolés	9	2	11	7	4	195	44
	r1l - cotisations sociétés pour indépendants	21	13	34	23	11	436	33
	r1ma - discrimination femme/homme indépendants	0	1	1	0	1	.	.
	r1o - discrimination indépendants	0	1	1	0	1	.	.
	r1z - sécurité sociale indépendants – divers	24	13	37	12	25	288	285
	Total groupe nature	**2363**	**1146**	**3509**	**1129**	**2380**	**430**	**201**
prestataires de soins 09/08/1963	**r2z - divers**	2	0	2	0	2	.	.
	Total groupe nature	**2**	**0**	**2**	**0**	**2**	**.**	**.**
allocations handicapes (582 1°-2°)	**s1a - personnes handicapées**	5917	1759	7676	2250	5426	616	514
	s1b - reclassement social des personnes handicapée	156	72	228	77	151	473	396
	s1z - personnes handicapées - divers	15	5	20	7	13	590	465
	Total groupe nature	**6088**	**1836**	**7924**	**2334**	**5590**	**612**	**512**
conseil d'entreprise / elections sociales (582 3°-	**t1a - conseil d'entreprise**	23	3	26	2	24	234	234
	t1b - comités de sécurité, d'hygiène et embellisse	5	0	5	1	4	750	750
	t1ba - élections sociales	24	1	25	0	25	.	.

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

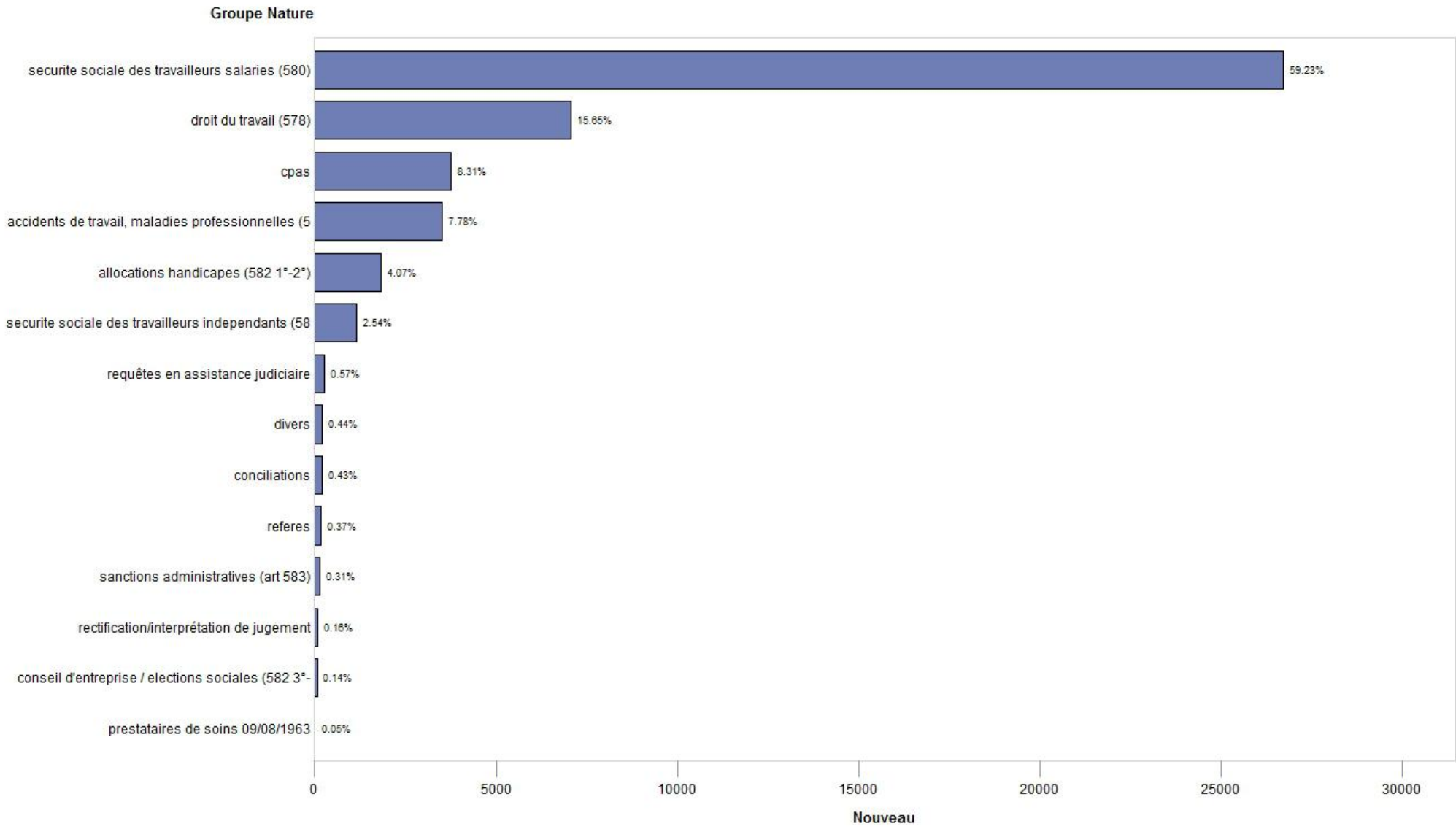
1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.2.a. Nature

Groupe nature		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
conseil d'entreprise / elections sociales (582 3°-	t1c - allocation interruption de carrière	21	49	70	14	56	274	198
	t1fe - titres-services	48	9	57	9	48	891	886
	t1z - art. 582 ou 587 - varia	3	2	5	4	1	125	125
	Total groupe nature	**124**	**64**	**188**	**30**	**158**	**434**	**228**
sanctions administratives (art 583)	u1a - sanctions/amendes administratives	183	139	322	115	207	402	346
	u1c - indemnité compensatoire prépension	2	0	2	0	2	.	.
	u1d - reconnaissance ouvrier portuaire	9	2	11	1	10	358	358
	u1e - amendes administratives pour mutualité	3	0	3	3	0	1075	1389
	u1z - sanctions administratives - divers	14	1	15	4	11	454	454
	Total groupe nature	**211**	**142**	**353**	**123**	**230**	**420**	**356**
referes	w1a - désignation d'expert	12	0	12	1	11	.	.
	w1b - autopsie	4	0	4	0	4	.	.
	w1c - délivrance des documents sociaux	18	2	20	2	18	18	18
	w1d - accidents du travail	19	0	19	0	19	.	.
	w1e - contrat de travail	136	33	169	29	140	49	56
	w1f - demande d'annulation de décision	11	4	15	4	11	34	35
	w1g - octroi du revenu d'intégration	56	12	68	10	58	30	19
	w1h - aide sociale	88	23	111	22	89	24	14
	w1z - référé - divers	161	93	254	88	166	63	21
	Total groupe nature	**505**	**167**	**672**	**156**	**516**	**51**	**22**
requêtes en assistance judiciaire	g1b1 - assistance judiciaire à bureau	451	139	590	133	457	7	4
	g1c1 - assistance judiciaire à président	186	74	260	67	193	3	3
	g1z - assistance judiciaire - divers	128	42	170	37	133	9	3
	Total groupe nature	**765**	**255**	**1020**	**237**	**783**	**6**	**3**
conciliations	la - conciliation (en général) 732 CJ	86	195	281	169	112	54	51
	Total groupe nature	**86**	**195**	**281**	**169**	**112**	**54**	**51**
rectification/interprétation de jugement	ia - rectification/interprétation de jugement	60	72	132	52	80	94	71
	id - commision rogatoire	2	0	2	0	2	.	.
	Total groupe nature	**62**	**72**	**134**	**52**	**82**	**94**	**71**
divers	v1a - désignation d'expert	3	0	3	0	3	.	.
	v1b - autopsie	14	7	21	5	16	1	1
	v1c - avance sur revenu d'intégration	2	0	2	0	2	.	.
	v1d - octroi aide sociale	37	8	45	8	37	2	1
	v1f - abréviation de délais	14	4	18	4	14	1	1
	v1z - requête unilatérale - divers	2319	181	2499	159	2341	3	2
	Total groupe nature	**2389**	**200**	**2588**	**176**	**2413**	**3**	**2**

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.2.b. Nature (Nouveau)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.3. Langue

Langue	Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Néerlandais	34386	19111	42	53497	21935	31562	304	156
Français	59534	25997	58	85529	27802	57729	418	205
Total	**93920**	**45108**	**100**	**139026**	**49737**	**89291**	**367**	**177**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.1.a Ressort

Ressort	Total output	Type output									
		Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
		Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Anvers	**10737**	8878	307	226	184	490	303	685	1967	458	274
Bruxelles	**13295**	10720	286	195	332	366	470	1422	1632	592	310
Gand	**7781**	6082	324	328	185	483	257	495	1637	393	190
Liège	**10766**	9436	499	202	384	225	533	451	2025	452	290
Mons	**7097**	5908	465	83	573	102	827	756	2060	248	517
Total	**49676**	**41024**	**371**	**1034**	**283**	**1666**	**390**	**3809**	**1825**	**2143**	**300**

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.1.b Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Anvers	**Anvers**	**5127**	4184	305	74	204	232	230	431	2129	206	257
	Hasselt	**1737**	1469	293	9	295	94	277	65	1546	100	326
	Malines	**1043**	866	345	25	185	45	234	75	1810	32	144
	Tongres	**1449**	1245	259	28	141	67	595	28	1791	81	316
	Turnhout	**1381**	1114	359	90	169	52	361	86	1670	39	246
	Total Arrondissement	**10737**	**8878**	**307**	**226**	**184**	**490**	**303**	**685**	**1967**	**458**	**274**
Bruxelles Francophone	**Bruxelles Francophone**	**8069**	6392	269	128	376	86	343	1073	1612	390	384
	Total Arrondissement	**8069**	**6392**	**269**	**128**	**376**	**86**	**343**	**1073**	**1612**	**390**	**384**
Bruxelles Néerlandophone	**Bruxelles Néerlandophone**	**2320**	1883	287	12	475	135	704	183	1680	107	136
	Total Arrondissement	**2320**	**1883**	**287**	**12**	**475**	**135**	**704**	**183**	**1680**	**107**	**136**
Louvain	**Louvain**	**1074**	890	291	37	102	79	224	31	1550	37	270
	Total Arrondissement	**1074**	**890**	**291**	**37**	**102**	**79**	**224**	**31**	**1550**	**37**	**270**
Brabant-Wallon	**Nivelles**	**914**	793	342	7	369	40	403	52	1913	22	206
	Wavre	**918**	762	356	11	414	26	526	83	1644	36	127
	Total Arrondissement	**1832**	**1555**	**349**	**18**	**397**	**66**	**452**	**135**	**1747**	**58**	**157**
Gand	**Alost**	**484**	385	363	33	145	25	204	29	1724	12	277
	Bruges	**1524**	1205	253	7	306	156	218	99	1675	57	225
	Termonde	**445**	359	383	30	97	15	104	36	1865	5	110
	Gand	**1983**	1530	324	26	162	159	273	201	1548	67	320
	Ypres	**398**	340	398	36	155	5	398	.	.	17	444
	Courtrai	**831**	716	273	29	78	33	275	25	1720	28	159
	Audenarde	**558**	431	341	61	454	20	306	30	1496	16	199
	Roulers	**290**	226	293	14	139	22	283	16	1487	12	415
	Saint-Nicolas	**968**	650	422	67	85	39	348	48	1852	164	82
	Furnes	**300**	240	321	25	136	9	370	11	1433	15	197
	Total Arrondissement	**7781**	**6082**	**324**	**328**	**185**	**483**	**257**	**495**	**1637**	**393**	**190**
Eupen	**Eupen**	**267**	182	451	29	382	5	448	29	2068	22	268
	Total Arrondissement	**267**	**182**	**451**	**29**	**382**	**5**	**448**	**29**	**2068**	**22**	**268**
Liège	**Arlon**	**392**	363	224	5	331	7	525	1	62	16	130
	Dinant	**877**	692	375	29	223	28	572	96	1819	32	19
	Huy	**790**	700	438	11	317	4	410	58	1662	17	331
	Liège	**4950**	4512	540	43	501	118	515	2	2060	275	365
	Marche-en-famenne	**295**	247	220	14	93	6	210	12	1366	16	40
	Namur	**1520**	1412	524	25	635	52	634	.	.	31	311
	Neufchâteau	**336**	308	252	7	231	2	213	1	426	18	131
	Verviers	**1339**	1020	654	39	373	3	322	252	2228	25	157
	Total Arrondissement	**10499**	**9254**	**499**	**173**	**384**	**220**	**535**	**422**	**2022**	**430**	**291**
Hainaut	**Binche**	**529**	481	401	5	799	6	556	26	1904	11	385
	Charleroi	**2852**	2393	468	18	527	90	854	275	1987	76	411
	La Louvière	**869**	731	446	11	519	3	661	98	1682	26	175
	Mons	**1432**	1140	549	22	535	.	.	179	1980	91	553
	Mouscron	**306**	245	449	4	347	.	.	40	1946	17	1604
	Tournai	**1109**	918	404	23	663	3	718	138	2640	27	395
	Total Arrondissement	**7097**	**5908**	**465**	**83**	**573**	**102**	**827**	**756**	**2060**	**248**	**517**
Total		**49676**	**41024**	**371**	**1034**	**283**	**1666**	**390**	**3809**	**1825**	**2143**	**300**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.2 Nature

Groupe nature		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
droit du travail (578)	o1a - contrat de travail ouvrier	**3630**	2614	336	108	309	223	382	623	1805	62	342
	o1b - contrat de travail employé	**3455**	2477	458	171	450	302	566	409	1877	96	457
	o1d - contrat d'apprentissage	**1**	1	184	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1e - conventions collectives du travail	**2**	1	227	.	.	.	.	1	1183	.	.
	o1f - litiges entre travailleurs salariés	**1**	1	936	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1g - formation professionnelle accélérée	**0**	0	.	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1l - participation proportionnelle sur le marché	**1**	1	413	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1na - discrimination hommes/femmes salariés	**4**	4	778	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1o - risques psycho-sociaux (violence, harcèlemen	**29**	21	688	1	351	.	.	4	1678	3	285
	o1p - protection conseiller en prévention	**2**	2	247	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1q - discrimination travailleurs salariés	**12**	7	482	.	.	.	.	3	2255	2	385
	o1s - examens médicaux	**1**	.	.	.	.	.	.	.	.	1	51
	o1t - action civile auditeur du travail	**1**	1	743	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1tb - continuité des entreprises : homologation	**3**	3	12	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1td - pensions complémentaires travailleurs	**1**	0	.	.	.	1	586	.	.	.	.
	o1te - pensions complémentaires travailleurs indép	**1**	1	377	.	.	.	.	.	.	.	.
	o1u - procédure préalable travailleurs protégés	**36**	7	77	.	.	1	8	.	.	28	15
	o1va - action cessation de discrimination	**4**	1	518	.	.	.	.	.	.	3	222
	o1vb - action cessation racisme ou xénophobie	**1**	.	.	.	.	.	.	.	.	1	505
	o1vd - action cessation harcèlement mesures provis	**6**	1	2368	.	.	.	.	.	.	5	188
	o1w - licenciement travailleur protégé	**97**	40	94	1	445	4	37	4	922	48	13
	o1z - droit du travail - divers	**24**	15	238	.	.	2	69	4	7022	3	117
	Total groupe nature	**7312**	**5198**	**394**	**281**	**395**	**533**	**482**	**1048**	**1849**	**252**	**279**
accidents de travail, maladies professionnelles (5	p1a - accidents du travail	**2890**	2718	894	8	383	39	430	90	2360	35	382
	p1b - maladies professionnelles	**703**	651	1011	4	714	7	479	14	2478	27	601
	p1c - accidents du travail - 1/3 en capital	**175**	172	78	.	.	2	435	1	1334	.	.

Extraction : 02Feb2018

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.2 Nature

Groupe nature		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
accidents de travail, maladies professionnelles (5	p1e - allocations accidents du travail octroyées p	**9**	8	405	.	.	.	.	1	1408	.	.
	p1f - allocations maladies professionelles octroyé	**1**	1	1052	.	.	.	.	.	.	.	.
	p1i - fonds indemnisation victimes de l'amiante	**1**	1	849	.	.	.	.	.	.	.	.
	p1z - accidents du travail - maladies professionne	**11**	10	634	.	.	1	148	.	.	.	.
	Total groupe nature	**3790**	**3561**	**874**	**12**	**493**	**49**	**432**	**106**	**2357**	**62**	**478**
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1a - cotisations travailleurs salariés	**16694**	14842	68	368	71	289	256	1090	1543	105	482
	q1b - allocations familiales travailleurs salariés	**556**	454	566	12	441	18	370	47	1954	25	529
	q1c - chômage travailleurs salariés	**3963**	3390	607	71	744	192	408	206	1956	104	685
	q1d - assurance maladie invalidité trav. salariés	**8491**	7148	572	105	380	274	413	505	1919	459	544
	q1e - pensions travailleurs salariés	**256**	160	469	6	346	27	516	50	2371	13	539
	q1f - vacances annuelles travailleurs salariés	**124**	70	681	14	219	3	408	22	2276	15	1306
	q1g - fonds fermeture entreprises	**58**	33	607	3	582	1	113	21	4996	.	.
	q1h - sécurité sociale personnes assimilées	**19**	13	477	2	400	.	.	1	1226	3	411
	q1i - contestations entre organismes de sécurité s	**2**	2	454	.	.	.	.	.	.	.	.
	q1j - assurance sociale sociétés mutualistes	**22**	16	300	3	172	2	962	.	.	1	293
	q1k - assurance sociale organis. régime pension	**1**	1	401	.	.	.	.	.	.	.	.
	q1m - assurance maladie complémentaire	**50**	44	249	2	71	.	.	3	2569	1	244
	q1o - complément rente pension retraite anticipée	**1**	1	148	.	.	.	.	.	.	.	.
	q1q - prépension pour invalides âgés	**2**	2	526	.	.	.	.	.	.	.	.
	q1r - cotisation spéciale de sécurité sociale	**10**	9	141	1	969	.	.	.	.	.	.
	q1v - obligations entrepreneurs et sous-traitants	**5**	5	338	.	.	.	.	.	.	.	.
	q1x - recours – décision du Bureau d'aide juridiqu	**98**	62	248	4	272	19	164	11	2182	2	126
	q1y - recouvrement des prestations de soins dispen	**14**	12	1288	.	.	.	.	2	1826	.	.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.2 Nature

Groupe nature		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
securite sociale des travailleurs salaries (580)	**q1z - securite sociale des travailleurs salaries -**	**148**	108	433	9	614	2	168	26	1585	3	289
	Total groupe nature	**30514**	**26372**	**291**	**600**	**234**	**827**	**354**	**1984**	**1763**	**731**	**567**
cpas	**q2a - revenu garanti personnes âgées - sanctions**	**5**	3	133	.	.	1	141	1	1553	.	.
	q2b - prestations familiales garanties	**7**	6	426	.	.	1	164	.	.	.	.
	q2c - CPAS minimum de moyens d'existence	**160**	52	439	2	249	2	553	95	1701	9	157
	q2d - intégration sociale (emploi et/ou revenu d'i	**1444**	1116	251	28	271	30	169	161	1733	109	233
	q2e - CPAS aide sociale	**17**	1	1914	.	.	.	.	16	2308	.	.
	q2ea - aide sociale	**1880**	1538	209	44	154	47	181	118	1362	133	193
	q2f - garantie de revenus aux personnes âgées	**20**	13	219	.	.	6	139	1	1375	.	.
	q2g - accueil des demandeurs d'asile et étrangers	**81**	64	156	1	171	5	237	7	1775	4	116
	Total groupe nature	**3614**	**2793**	**230**	**75**	**201**	**92**	**184**	**399**	**1638**	**255**	**207**
securite sociale des travailleurs independants (58	**r1a - cotisations sécurité sociale indépendants**	**726**	608	313	4	332	22	366	80	2763	12	567
	r1aa - contestation commisision des dispenses de c	**4**	4	190	.	.	.	.	.	.	.	.
	r1b - allocations familiales indépendants	**30**	24	402	.	.	1	428	5	1952	.	.
	r1d - assurance maladie invalidité indépendants	**248**	171	719	4	635	15	996	30	1899	28	770
	r1e - pensions indépendants	**69**	34	382	2	323	8	168	20	1762	5	823
	r1h - cotisation de solidarité-indépendants	**8**	4	178	2	52	1	66	1	1428	.	.
	r1i - cotisations de modération - indépendants	**1**	.	.	.	.	.	.	1	1233	.	.
	r1j - cotisations spéciales – indépendants isolés	**7**	7	195	.	.	.	.	.	.	.	.
	r1l - cotisations sociétés pour indépendants	**23**	22	436	.	.	.	.	1	1431	.	.
	r1z - sécurité sociale indépendants – divers	**12**	8	311	.	.	2	199	2	1437	.	.
	Total groupe nature	**1128**	**882**	**398**	**12**	**385**	**49**	**515**	**140**	**2357**	**45**	**722**
allocations handicapes (582 1°-2°)	**s1a - personnes handicapées**	**2248**	1914	653	51	287	99	298	110	2228	74	315
	s1b - reclassement social des personnes handicapée	**77**	62	472	1	330	5	684	6	1793	3	191
	s1z - personnes handicapées - divers	**7**	6	665	1	137	.	.	.	.	.	.
	Total groupe nature	**2332**	**1982**	**647**	**53**	**285**	**104**	**316**	**116**	**2206**	**77**	**310**
conseil d'entreprise / elections sociales	**t1a - conseil d'entreprise**	**2**	1	234	.	.	.	.	1	1384	.	.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.2 Nature

Groupe nature		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
conseil d'entreprise / elections sociales (582 3°-	t1b - comités de sécurité, d'hygiène et embellisse	1	1	750	.	.	.	.	.	.	.	.
	t1c - allocation interruption de carrière	14	11	283	.	.	3	242	.	.	.	.
	t1fe - titres-services	9	6	891	.	.	.	.	3	1492	.	.
	t1z - art. 582 ou 587 - varia	4	2	125	.	.	.	.	2	1635	.	.
	Total groupe nature	**30**	**21**	**462**	**.**	**.**	**3**	**242**	**6**	**1522**	**.**	**.**
sanctions administratives (art 583)	u1a - sanctions/amendes administratives	115	105	410	1	270	3	333	2	1513	4	280
	u1c - indemnité compensatoire prépension	0	0	.	.	.	.	.	.	.	.	.
	u1d - reconnaissance ouvrier portuaire	1	1	358	.	.	.	.	.	.	.	.
	u1e - amendes administratives pour mutualité	3	3	1075	.	.	.	.	.	.	.	.
	u1z - sanctions administratives - divers	4	2	454	.	.	.	.	2	1430	.	.
	Total groupe nature	**123**	**111**	**428**	**1**	**270**	**3**	**333**	**4**	**1472**	**4**	**280**
referes	w1a - désignation d'expert	1	.	.	.	.	.	.	1	1662	.	.
	w1c - délivrance des documents sociaux	2	.	.	.	.	.	.	.	.	2	18
	w1e - contrat de travail	29	6	54	.	.	3	59	.	.	20	45
	w1f - demande d'annulation de décision	4	1	22	.	.	1	32	.	.	2	42
	w1g - octroi du revenu d'intégration	10	.	.	.	.	.	.	.	.	10	30
	w1h - aide sociale	22	.	.	.	.	.	.	1	1657	21	24
	w1z - référé - divers	88	2	23	.	.	1	33	1	1411	84	64
	Total groupe nature	**156**	**9**	**44**	**.**	**.**	**5**	**48**	**3**	**1577**	**139**	**52**
requêtes en assistance judiciaire	g1b1 - assistance judiciaire à bureau	133	.	.	.	.	.	.	1	1828	132	7
	g1c1 - assistance judiciaire à président	67	.	.	.	.	.	.	1	2407	66	3
	g1z - assistance judiciaire - divers	37	.	.	.	.	.	.	.	.	37	9
	Total groupe nature	**237**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**2**	**2118**	**235**	**6**
conciliations	la - conciliation (en général) 732 CJ	168	.	.	.	.	.	.	1	1508	167	54
	Total groupe nature	**168**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**1**	**1508**	**167**	**54**
rectification/interprétation de jugement	ia - rectification/interprétation de jugement	52	51	94	.	.	.	.	.	.	1	113
	Total groupe nature	**52**	**51**	**94**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**1**	**113**
divers	v1b - autopsie	5	.	.	.	.	.	.	.	.	5	1
	v1d - octroi aide sociale	8	.	.	.	.	.	.	.	.	8	2
	v1f - abréviation de délais	4	.	.	.	.	.	.	.	.	4	1
	v1z - requête unilatérale - divers	158	.	.	.	.	.	.	.	.	158	3

Extraction : 02Feb2018

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.2 Nature

Groupe nature		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
divers	**Total groupe nature**	**175**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**.**	**175**	**3**
code provisoire	**y1 - code provisoire**	**45**	44	1190	.	.	1	959	.	.	.	.
	Total groupe nature	**45**	**44**	**1190**	**.**	**.**	**1**	**959**	**.**	**.**	**.**	**.**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.3. Durée catégorie

Durée catégorie	Output (nombre)	Output %	Durée moyenne (excl. ommisions)
1	129	0.26	1
2-30	1385	2.78	18
31-60	13355	26.9	41
61-90	3025	6.08	74
91-180	5237	10.5	130
181-365	6721	13.5	269
366-730	9219	18.5	521
731-1095	3741	7.52	890
>1095	6919	13.9	1725
Total	**49731**	**100**	**367**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.1.a Ressort

Ressort	Pendant 31/12	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
	Nombre		
Anvers	15621	1567	1035
Bruxelles	24749	1146	713
Gand	9101	1244	532
Liège	24578	1501	886
Mons	15242	1343	755
Total	**89291**	**1361**	**775**

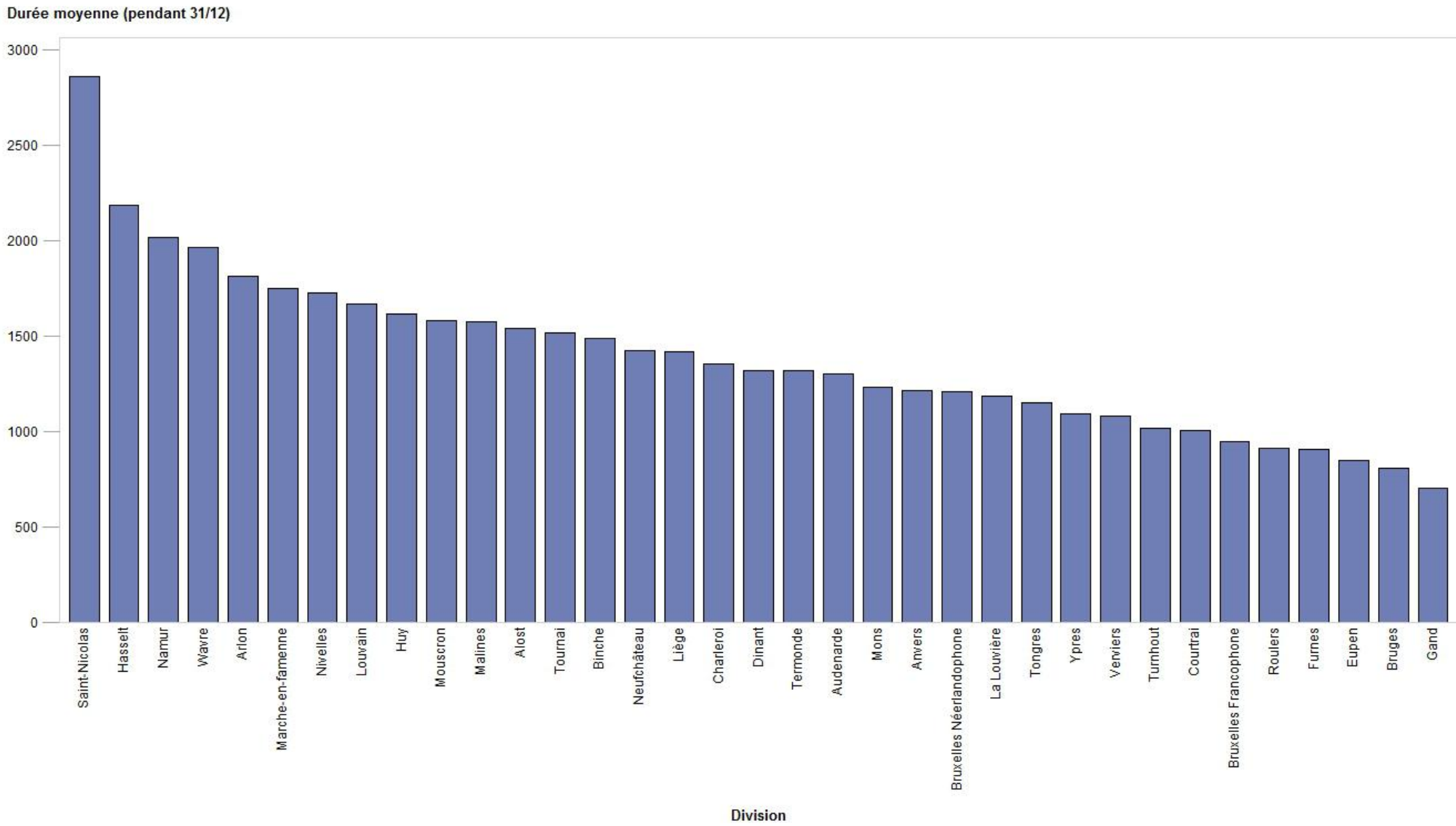
3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.1.b Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12 Nombre	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
Anvers	**Anvers**	5296	1212	565
	Hasselt	5555	2189	2192
	Malines	1467	1575	837
	Tongres	1737	1151	560
	Turnhout	1566	1017	532
	Total Arrondissement	**15621**	**1567**	**1035**
Bruxelles Francophone	**Bruxelles Francophone**	14971	944	670
	Total Arrondissement	**14971**	**944**	**670**
Bruxelles Néerlandophone	**Bruxelles Néerlandophone**	5564	1209	833
	Total Arrondissement	**5564**	**1209**	**833**
Louvain	**Louvain**	1276	1670	631
	Total Arrondissement	**1276**	**1670**	**631**
Brabant-Wallon	**Nivelles**	1721	1730	861
	Wavre	1217	1967	983
	Total Arrondissement	**2938**	**1828**	**928**
Gand	**Alost**	628	1541	573
	Bruges	1611	809	462
	Termonde	694	1318	603
	Gand	2167	699	454
	Ypres	388	1091	426
	Courtrai	847	1003	558
	Audenarde	638	1300	436
	Roulers	411	912	472
	Saint-Nicolas	1325	2861	973
	Furnes	392	909	503
	Total Arrondissement	**9101**	**1244**	**532**
Eupen	**Eupen**	385	847	482
	Total Arrondissement	**385**	**847**	**482**
Liège	**Arlon**	612	1816	1228
	Dinant	1122	1322	705
	Huy	2029	1617	1014
	Liège	13144	1418	854
	Marche-en-famenne	473	1751	859
	Namur	3965	2019	1358
	Neufchâteau	421	1425	706
	Verviers	2427	1080	675
	Total Arrondissement	**24193**	**1511**	**899**
Hainaut	**Binche**	1480	1489	793
	Charleroi	6430	1355	766
	La Louvière	2342	1186	656
	Mons	2886	1232	826
	Mouscron	431	1582	633
	Tournai	1673	1519	721
	Total Arrondissement	**15242**	**1343**	**755**
Total		**89291**	**1361**	**775**

3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)



3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.3. Durée catégorie

Durée catégorie	Pendant 31/12 (nombre)	Pendant 31/12 (%)	Durée moyenne - pendant 31/12
2-30	2486	2.78	17
31-60	2578	2.89	45
61-90	2351	2.63	76
91-180	5988	6.71	132
181-365	12054	13.5	271
366-730	17445	19.5	533
731-1095	12080	13.5	903
>1095	34309	38.4	2826
Total	**89291**	**100**	**1361**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.1. Jugements définitifs

Ressort - Acte		2017 decision_month												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	Jugement définitif	949	869	1405	813	442	1114	284	66	134	1126	717	669	**8588**
	Désistement	20	25	27	23	8	34	7	1	5	40	24	13	**227**
	Renvoi devant une autre juridiction	5	5	5	2	1	11	2	1	1	9	5	9	**56**
	Sans objet	75	32	107	61	23	53	6	1	6	50	22	18	**454**
	Radiation par jugement	5	4	4	3	.	4	.	.	.	5	1	.	**26**
	Omission du rôle général	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Total Ressort	**1054**	**935**	**1548**	**902**	**474**	**1216**	**299**	**69**	**146**	**1230**	**769**	**710**	**9352**
Bruxelles	Jugement définitif	1739	1361	1981	1196	750	1341	295	112	341	1043	959	647	**11765**
	Désistement	22	28	39	34	27	27	12	.	16	26	30	18	**279**
	Renvoi devant une autre juridiction	12	3	6	3	7	8	4	2	3	3	7	5	**63**
	Sans objet	39	42	39	32	26	54	10	5	8	32	40	24	**351**
	Radiation par jugement	.	.	.	1	2	3	.	.	.	.	5	.	**11**
	Omission du rôle général	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Demande irrecevable	1	2	1	2	4	9	2	1	.	1	2	2	**27**
	Fin de règlement	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**1815**	**1436**	**2066**	**1268**	**816**	**1442**	**323**	**120**	**368**	**1105**	**1043**	**696**	**12498**
Gand	Jugement définitif	779	616	979	599	498	572	155	120	62	666	497	431	**5974**
	Désistement	62	20	68	48	33	28	4	4	.	31	21	12	**331**
	Renvoi devant une autre juridiction	2	3	2	2	2	8	2	1	1	.	1	2	**26**
	Sans objet	18	8	14	9	6	16	5	.	.	5	3	5	**89**
	Radiation par jugement	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	1	.	**2**
	Demande irrecevable	1	.	3	2	.	.	1	.	.	1	.	.	**8**
	Total Ressort	**862**	**647**	**1066**	**660**	**539**	**624**	**167**	**125**	**63**	**704**	**523**	**450**	**6430**
Liège	Jugement définitif	834	800	1582	949	549	1023	98	93	579	952	881	657	**8997**
	Désistement	9	35	28	25	21	8	3	.	14	21	21	16	**201**
	Renvoi devant une autre juridiction	2	7	5	1	2	5	1	1	5	5	1	6	**41**
	Sans objet	37	41	72	54	37	55	4	3	32	41	49	35	**460**
	Radiation par jugement	26	24	36	22	19	26	1	1	11	22	26	18	**232**
	Omission du rôle général	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	29	**29**
	Demande irrecevable	.	2	.	1	1	3	.	.	.	1	5	1	**14**
	Total Ressort	**908**	**909**	**1723**	**1052**	**629**	**1120**	**107**	**98**	**641**	**1042**	**983**	**762**	**9974**
Mons	Jugement définitif	564	524	1080	458	300	561	191	17	527	554	481	318	**5575**
	Désistement	9	10	8	9	10	9	4	.	5	5	8	6	**83**
	Renvoi devant une autre juridiction	2	6	2	.	.	3	.	.	2	3	2	4	**24**
	Sans objet	66	45	63	55	37	64	16	2	37	59	51	32	**527**
	Radiation par jugement	5	8	28	3	5	9	.	.	8	32	5	.	**103**
	Omission du rôle général	.	2	1	1	.	.	.	.	.	.	3	1	**8**
	Demande irrecevable	5	6	4	5	3	3	2	.	5	3	4	4	**44**
	Total Ressort	**651**	**601**	**1186**	**531**	**355**	**649**	**213**	**19**	**584**	**656**	**554**	**365**	**6364**
Total		**5290**	**4528**	**7589**	**4413**	**2813**	**5051**	**1109**	**431**	**1802**	**4737**	**3872**	**2983**	**44618**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.2. Ordonnances définitives

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	Ordonnance définitive	.	1	1	.	1	2	.	.	1	.	1	1	**8**
	Pro deo - accepté total	.	.	1	.	.	4	.	1	1	1	1	3	**12**
	Pro deo - refusé	3	.	2	.	1	2	1	.	.	1	1	.	**11**
	Décision sur requête unilatérale	1	3	2	3	2	.	.	.	.	.	1	3	**15**
	Pro deo - accepté partiel	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	2	2	**4**
	Total Ressort	**4**	**4**	**6**	**3**	**4**	**8**	**1**	**1**	**2**	**2**	**6**	**9**	**50**
Bruxelles	Ordonnance définitive	8	4	5	5	13	11	10	9	5	6	3	4	**83**
	Pro deo - accepté total	5	2	4	6	5	13	3	1	2	3	5	4	**53**
	Pro deo - refusé	.	.	.	2	.	4	8	3	.	1	2	.	**20**
	Décision sur requête unilatérale	2	5	7	5	4	17	4	2	10	6	6	5	**73**
	Pro deo - accepté partiel	.	1	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	**2**
	Total Ressort	**15**	**12**	**16**	**18**	**22**	**45**	**25**	**16**	**17**	**16**	**16**	**13**	**231**
Gand	Ordonnance définitive	2	3	2	1	.	6	2	2	.	.	3	1	**22**
	Pro deo - accepté total	.	.	3	4	5	1	2	1	.	3	.	.	**19**
	Pro deo - refusé	2	1	.	.	2	.	1	1	1	1	3	.	**12**
	Décision sur requête unilatérale	.	5	1	1	3	4	.	1	.	3	1	3	**22**
	Fin de règlement	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**4**	**9**	**6**	**7**	**10**	**11**	**5**	**5**	**1**	**7**	**7**	**4**	**76**
Liège	Ordonnance définitive	3	3	7	2	9	2	3	.	1	5	1	1	**37**
	Pro deo - accepté total	10	4	5	3	5	4	3	4	2	.	3	2	**45**
	Pro deo - refusé	1	1	2	1	.	2	.	2	2	2	.	3	**16**
	Décision sur requête unilatérale	3	4	3	4	5	5	3	8	4	3	6	9	**57**
	Pro deo - accepté partiel	2	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**3**
	Fin de règlement	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	**1**
	Décision définitive	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	**1**
	Total Ressort	**19**	**12**	**17**	**10**	**20**	**13**	**9**	**15**	**9**	**11**	**10**	**15**	**160**
Mons	Ordonnance définitive	3	1	4	1	2	.	3	2	3	2	.	1	**22**
	Pro deo - accepté total	3	2	3	4	2	3	2	2	.	.	1	3	**25**
	Pro deo - refusé	1	.	1	2	2	.	1	.	.	2	1	1	**11**
	Décision sur requête unilatérale	.	.	.	3	.	2	4	.	.	1	.	2	**12**
	Pro deo - accepté partiel	.	.	.	.	.	1	1	.	.	.	.	.	**2**
	Total Ressort	**7**	**3**	**8**	**10**	**6**	**6**	**11**	**4**	**3**	**5**	**2**	**7**	**72**
Total		**49**	**40**	**53**	**48**	**62**	**83**	**51**	**41**	**32**	**41**	**41**	**48**	**589**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.3. Jugements interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	1	.	1	.	1	1	.	.	.	.	1	.	**5**
	Réouverture des débats	17	12	23	11	14	30	9	6	5	19	17	20	**183**
	Levée de péremption	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Production de documents	.	.	1	1	.	.	.	.	.	.	.	1	**3**
	Enquêtes	2	3	4	3	1	1	2	1	.	2	4	2	**25**
	Comparution personnelle des parties	1	.	.	.	1	2	.	.	.	1	1	.	**6**
	Liquidation des dépens	1	1	3	2	1	5	3	.	.	2	2	2	**22**
	Renvoi au rôle particulier	3	.	6	8	10	4	2	1	.	3	33	25	**95**
	Divers interlocutoire	1	2	1	3	2	3	.	.	1	1	.	.	**14**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	2	1	5	6	.	2	.	.	.	6	3	.	**25**
	Expertise	171	204	251	139	155	246	66	8	15	287	203	171	**1916**
	Suite à une contestation / incident	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**1**
	Provision supplémentaire	1	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	**2**
	Remplacement de l'expert	1	.	2	.	.	2	.	1	.	1	2	1	**10**
	Prorogation	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	.	.	1	.	.	.	.	.	1	3	2	**7**
	Autre jugement expertise	.	.	3	.	.	.	.	.	1	.	1	1	**6**
	Total Ressort	**201**	**224**	**300**	**174**	**186**	**297**	**83**	**17**	**22**	**323**	**270**	**225**	**2322**
Bruxelles	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	.	1	2	1	1	.	1	.	.	.	1	1	**8**
	Réouverture des débats	39	27	33	22	17	26	11	6	20	26	25	19	**271**
	Levée de péremption	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**2**
	Production de documents	1	1	1	.	2	.	.	.	.	.	2	1	**8**
	Enquêtes	2	.	1	1	.	1	1	.	.	2	.	1	**9**
	Comparution personnelle des parties	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	1	1	**3**
	Liquidation des dépens	5	3	4	4	3	2	.	.	1	4	1	1	**28**
	Renvoi au rôle particulier	4	9	4	4	5	4	2	.	6	8	1	3	**50**
	Divers interlocutoire	3	9	12	11	12	10	2	1	8	6	12	6	**92**
	Expertise	145	116	152	121	100	191	56	11	35	163	117	136	**1343**
	Provision supplémentaire	.	.	.	.	.	.	.	.	1	2	.	.	**3**
	Remplacement de l'expert	.	3	.	3	.	.	.	.	1	1	4	2	**14**
	Prorogation	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	**1**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**2**
	Autre jugement expertise	1	3	.	2	.	.	.	.	3	.	.	.	**9**
	Récusation d'expert	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Changement de langue	3	2	6	2	4	6	2	.	4	5	2	3	**39**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Total Ressort	**204**	**176**	**216**	**171**	**144**	**240**	**75**	**18**	**79**	**218**	**169**	**174**	**1884**
Gand	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	.	.	1	.	.	2	.	1	.	.	.	1	**5**
	Réouverture des débats	26	25	34	32	23	28	11	15	10	36	15	13	**268**
	Production de documents	.	.	.	.	.	1	1	.	.	.	.	.	**2**
	Enquêtes	.	2	4	3	1	2	1	1	.	2	.	4	**20**
	Comparution personnelle des parties	1	2	.	.	1	2	.	1	.	1	1	1	**10**
	Liquidation des dépens	2	.	.	1	.	1	.	.	.	2	1	.	**7**
	Renvoi au rôle particulier	1	.	2	1	4	6	.	.	.	2	2	.	**18**
	Divers interlocutoire	1	1	.	2	.	2	2	1	1	1	1	1	**13**
	Expertise	135	135	119	126	98	130	51	40	14	143	127	112	**1230**
	Suite à une contestation / incident	.	.	1	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**2**
	Provision supplémentaire	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**1**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.3. Jugements interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Gand	Remplacement de l'expert	9	2	2	3	2	3	.	.	2	5	4	5	**37**
	Prorogation	.	.	.	1	.	1	.	.	.	.	.	.	**2**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	23	22	10	24	18	40	.	.	50	14	19	14	**234**
	Autre jugement expertise	1	.	2	.	1	2	.	.	.	.	2	.	**8**
	Plan amiable	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**199**	**189**	**175**	**193**	**151**	**220**	**66**	**59**	**77**	**206**	**172**	**151**	**1858**
Liège	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	1	1	3	.	.	2	.	2	.	.	1	.	**10**
	Réouverture des débats	57	39	51	42	39	48	11	5	37	53	51	47	**480**
	Production de documents	.	.	1	.	1	.	.	.	.	.	1	3	**6**
	Enquêtes	2	.	1	1	1	2	.	.	3	1	1	.	**12**
	Comparution personnelle des parties	2	1	1	1	4	.	1	.	.	2	.	1	**13**
	Liquidation des dépens	6	4	4	2	4	3	.	.	2	4	6	4	**39**
	Renvoi au rôle particulier	8	8	11	4	11	19	2	2	8	18	21	15	**127**
	Divers interlocutoire	4	1	.	1	4	3	.	.	1	3	1	.	**18**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	3	5	2	4	1	2	2	.	3	9	3	3	**37**
	Expertise	202	181	317	142	182	296	26	5	173	248	265	189	**2226**
	Remplacement de l'expert	.	1	1	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**3**
	Prorogation	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Autre jugement expertise	.	.	2	.	1	1	.	.	.	1	3	4	**12**
	Changement de langue	1	1	6	.	1	4	.	.	3	.	.	2	**18**
	Omission du rôle d'audience	1	.	.	.	.	1	.	.	1	3	.	.	**6**
	Désignation médiateur	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Descente sur les lieux	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**287**	**243**	**402**	**197**	**250**	**381**	**42**	**14**	**231**	**342**	**353**	**268**	**3010**
Mons	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	.	1	.	.	1	2	1	.	1	.	.	.	**6**
	Réouverture des débats	52	18	13	67	22	30	14	6	32	18	23	15	**310**
	Production de documents	1	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**2**
	Enquêtes	2	3	3	2	2	1	1	.	4	2	3	1	**24**
	Comparution personnelle des parties	.	1	1	.	.	1	.	.	1	.	.	1	**5**
	Liquidation des dépens	.	8	1	3	.	6	2	.	.	2	3	3	**28**
	Renvoi au rôle particulier	12	1	8	15	17	6	5	2	7	10	5	7	**95**
	Divers interlocutoire	.	3	.	3	1	2	.	.	3	.	1	.	**13**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	.	.	.	1	1	.	.	.	.	.	.	.	**2**
	Expertise	104	110	111	107	111	128	46	6	80	154	125	115	**1197**
	Suite à une contestation / incident	.	.	.	.	2	.	.	1	.	.	.	.	**3**
	Remplacement de l'expert	.	.	.	1	.	2	.	.	1	1	1	.	**6**
	Prorogation	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**2**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	1	1	3	5	2	1	1	.	1	3	.	3	**21**
	Autre jugement expertise	3	1	.	1	2	1	.	.	.	2	.	2	**12**
	Omission du rôle d'audience	3	1	2	.	1	.	1	.	.	.	1	.	**9**
	Total Ressort	**178**	**149**	**143**	**205**	**162**	**180**	**71**	**15**	**130**	**192**	**163**	**147**	**1735**
Total		**1069**	**981**	**1236**	**940**	**893**	**1318**	**337**	**123**	**539**	**1281**	**1127**	**965**	**10809**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.4. Ordonnances interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	Délais pour conclure	144	143	195	100	189	162	96	38	218	172	150	118	**1725**
	Nouveaux délais pour conclure	3	1	.	6	2	2	1	6	2	2	2	5	**32**
	Divers interlocutoire	.	3	.	.	.	.	1	.	2	.	.	2	**8**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	2	**2**
	Prorogation	11	13	12	17	26	20	16	16	32	21	17	12	**213**
	Suite à une contestation / incident	.	1	2	.	.	.	.	6	.	2	1	1	**13**
	Remplacement de l'expert	5	6	5	4	5	9	5	1	2	6	7	6	**61**
	Provision supplémentaire	.	1	.	.	1	.	.	.	1	3	3	.	**9**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	70	107	107	94	87	85	43	61	80	108	73	64	**979**
	Divers	1	3	5	1	3	.	.	.	.	6	.	1	**20**
	Fixation enquêtes contraires	1	2	1	.	.	2	.	.	.	1	.	.	**7**
	Autorisation de citer le témoin défaillant	.	.	.	.	1	.	.	.	1	.	.	.	**2**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	.	.	3	2	5	4	3	1	1	1	.	1	**21**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	.	.	.	5	2	2	3	1	1	1	1	1	**17**
	Redistribution / incident de répartition	1	.	.	.	.	1	.	.	1	.	.	.	**3**
	Distribution des causes par le président	.	.	.	.	.	.	.	15	.	.	.	.	**15**
	Tableau de service	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	**1**
	Audiences temporaires / extraordinaires	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Fixation enquêtes	.	1	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**2**
	Condamnation du témoin défaillant	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**236**	**281**	**331**	**229**	**322**	**288**	**169**	**145**	**341**	**323**	**254**	**213**	**3132**
Bruxelles	Délais pour conclure	304	244	255	177	228	293	88	53	237	277	237	269	**2662**
	Nouveaux délais pour conclure	1	.	1	1	3	1	.	4	3	1	8	.	**23**
	Divers interlocutoire	5	.	.	2	.	.	1	.	.	.	.	3	**11**
	Prorogation	12	5	9	7	9	7	5	15	9	6	11	5	**100**
	Suite à une contestation / incident	2	.	.	.	.	.	.	.	.	2	.	.	**4**
	Remplacement de l'expert	8	9	9	1	5	1	3	2	2	2	6	3	**51**
	Provision supplémentaire	5	5	4	4	3	3	1	.	4	3	5	2	**39**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	25	20	23	21	23	24	19	11	31	29	20	18	**264**
	Divers	.	4	.	1	1	2	.	.	.	.	.	.	**8**
	Fixation enquêtes contraires	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Autorisation de citer le témoin défaillant	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	6	3	1	2	5	2	2	2	3	2	4	2	**34**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	5	3	1	1	3	1	2	3	.	1	4	1	**25**
	Redistribution / incident de répartition	1	.	6	2	6	2	.	.	.	5	1	1	**24**
	Distribution des causes par le président	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	**1**
	Fixation enquêtes	.	1	.	.	1	1	.	.	.	.	.	.	**3**
	Fixation pour explications orales	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	**1**
	Après réunion d'installation	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	**1**
	Libération provision expertise	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**1**
	Ordonnance interlocutoire	.	.	.	.	1	.	1	.	1	.	.	.	**3**
	Remplacement d'un juge ou juge social	.	.	.	.	1	.	.	.	.	2	.	.	**3**
	Chambre temporaire	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**375**	**295**	**309**	**219**	**289**	**338**	**122**	**91**	**292**	**330**	**296**	**305**	**3261**
Gand	Délais pour conclure	173	155	178	157	177	182	49	6	308	173	140	145	**1843**
	Nouveaux délais pour conclure	1	2	1	1	1	1	1	.	1	1	2	1	**13**
	Divers interlocutoire	.	.	.	1	.	1	1	.	2	.	1	.	**6**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	.	.	1	2	.	.	.	.	.	1	.	.	**4**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.4. Ordonnances interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Gand	**Prorogation**	4	10	3	9	9	10	8	4	8	3	18	7	**93**
	Suite à une contestation / incident	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	1	**2**
	Remplacement de l'expert	3	6	2	5	5	8	3	2	4	1	3	3	**45**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	83	86	62	105	80	109	17	22	167	69	77	84	**961**
	Divers	.	.	.	1	.	1	.	.	.	.	.	.	**2**
	Fixation enquêtes contraires	.	.	1	3	.	1	.	.	.	.	.	.	**5**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	.	5	4	.	3	1	2	5	5	2	.	2	**29**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	.	.	2	.	4	1	2	1	1	.	.	.	**11**
	Redistribution / incident de répartition	5	3	3	2	.	1	.	.	4	4	4	.	**26**
	Distribution des causes par le président	.	.	.	.	.	.	.	.	1	1	.	.	**2**
	Audiences temporaires / extraordinaires	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Fixation enquêtes	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	1	1	**3**
	Ordonnance interlocutoire	.	.	1	.	1	.	.	.	1	.	.	.	**3**
	Remplacement d'un juge ou juge social	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Remplacement du président de la chambre	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Admissibilité	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**270**	**268**	**258**	**286**	**280**	**316**	**84**	**40**	**503**	**255**	**246**	**246**	**3052**
Liège	**Délais pour conclure**	171	191	234	148	232	238	49	30	248	256	216	180	**2193**
	Nouveaux délais pour conclure	.	1	1	3	5	.	2	1	2	6	1	.	**22**
	Divers interlocutoire	1	.	.	1	.	.	1	1	.	1	.	2	**7**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	1	.	.	.	.	1	.	3	.	1	1	.	**7**
	Prorogation	39	40	30	32	38	30	35	35	36	35	35	20	**405**
	Suite à une contestation / incident	.	.	2	.	.	1	.	.	.	.	1	.	**4**
	Remplacement de l'expert	7	12	17	12	8	15	2	7	29	11	6	5	**131**
	Provision supplémentaire	2	4	1	2	4	5	.	3	2	.	2	.	**25**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	175	165	195	153	184	213	73	214	205	190	157	155	**2079**
	Divers	.	.	.	.	1	1	1	.	.	3	1	3	**10**
	Fixation enquêtes contraires	1	.	.	1	.	.	.	.	1	2	.	.	**5**
	Autorisation de citer le témoin défaillant	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	1	1	3	.	.	2	2	.	1	2	.	1	**13**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	1	4	3	1	.	1	1	.	.	2	.	1	**14**
	Redistribution / incident de répartition	1	5	2	.	1	.	.	4	2	.	.	.	**15**
	Distribution des causes par le président	.	.	.	.	1	.	.	.	.	1	1	.	**3**
	Fixation enquêtes	4	1	1	2	.	1	.	.	4	1	2	1	**17**
	Fixation pour explications orales	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	1	1	**3**
	Libération provision expertise	.	2	1	.	2	5	.	1	.	.	.	3	**14**
	Ordonnance interlocutoire	1	.	1	1	1	1	.	.	.	.	.	.	**5**
	Remplacement d'un juge ou juge social	.	.	.	1	.	.	.	1	1	.	.	.	**3**
	Chambre temporaire	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Remplacement du président de la chambre	4	.	.	.	.	2	.	.	2	.	.	.	**8**
	Admissibilité	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	1	**2**
	Remplacement du médiateur	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Plan amiable	.	.	.	.	.	.	1	.	.	1	.	.	**2**
	Total Ressort	**409**	**426**	**491**	**357**	**479**	**517**	**167**	**300**	**533**	**512**	**425**	**374**	**4990**
Mons	**Délais pour conclure**	190	142	246	179	189	205	113	97	154	204	223	206	**2148**
	Nouveaux délais pour conclure	5	3	1	.	.	1	.	1	.	.	.	.	**11**
	Divers interlocutoire	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	**1**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	**1**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.4. Ordonnances interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Mons	**Prorogation**	39	36	45	43	37	63	28	14	60	26	35	13	**439**
	Remplacement de l'expert	2	1	.	1	2	1	1	1	.	2	.	2	**13**
	Provision supplémentaire	9	9	10	9	6	8	1	4	9	6	5	5	**81**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	67	59	46	80	76	43	14	61	119	66	60	25	**716**
	Divers	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**1**
	Fixation enquêtes contraires	1	1	1	.	.	.	.	.	1	1	.	2	**7**
	Autorisation de citer le témoin défaillant	1	1	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	**3**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	.	2	1	1	.	1	.	2	1	1	.	1	**10**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	.	.	2	.	.	.	.	1	.	1	.	1	**5**
	Redistribution / incident de répartition	7	13	16	6	6	12	3	1	13	9	10	6	**102**
	Audiences temporaires / extraordinaires	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	**1**
	Fixation enquêtes	1	.	1	3	2	2	.	.	3	2	.	4	**18**
	Libération provision expertise	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Remplacement du président de la chambre	35	4	21	25	13	30	1	2	27	.	16	1	**175**
	Impossibilité de signer le(s) jugement(s)	.	.	.	1	.	.	1	.	.	.	.	.	**2**
	Total Ressort	**358**	**271**	**390**	**349**	**331**	**367**	**164**	**185**	**387**	**318**	**349**	**266**	**3735**
Total		**1648**	**1541**	**1779**	**1440**	**1701**	**1826**	**706**	**761**	**2056**	**1738**	**1570**	**1404**	**18170**

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.5. Proces-Verbaux

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	Comparution personnelle	.	.	1	1	1	1	.	.	2	1	.	.	**7**
	Enquête	1	4	6	4	8	2	.	.	3	1	4	2	**35**
	Prestation de serment	2	2	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**5**
	Vérification d'écriture - faux en écriture	1	3	.	.	.	.	.	.	.	1	.	1	**6**
	Concilliation des parties en cas de travail	.	1	.	1	1	2	5	3	2	3	1	2	**21**
	Non-conciliation	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Radiation par mention	27	22	22	19	24	36	.	.	53	47	89	32	**371**
	Divers	8	8	22	11	4	1	20	15	16	3	5	3	**116**
	Procès-verbal de l'audience	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	39	40	52	36	38	42	25	19	76	56	100	40	**563**
Bruxelles	Comparution personnelle	.	.	.	.	.	2	.	.	.	.	.	1	**3**
	Enquête	1	3	3	2	1	2	.	.	.	1	1	1	**15**
	Concilliation des parties en cas de travail	4	2	2	1	2	3	1	.	.	4	.	6	**25**
	Non-conciliation	.	.	2	.	.	.	.	1	.	1	1	.	**5**
	Radiation par mention	4	7	4	4	11	3	.	.	10	9	8	8	**68**
	Divers	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	1	.	**2**
	Procès-verbal de l'audience	.	.	.	.	.	3	.	.	.	.	.	.	**3**
	Conciliation	1	1	1	1	5	6	1	2	4	.	1	1	**24**
	Première comparution en cas de travailleur	4	3	2	2	3	2	2	1	4	4	2	4	**33**
	Visite des lieux	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Omission du rôle général	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	14	16	14	11	22	21	5	4	18	20	14	21	**180**
Gand	Comparution personnelle	.	3	.	2	4	3	3	.	.	8	3	1	**27**
	Enquête	3	4	5	1	2	6	.	.	3	7	1	1	**33**
	Vérification d'écriture - faux en écriture	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Concilliation des parties en cas de travail	1	1	2	.	2	.	1	.	1	1	.	.	**9**
	Non-conciliation	1	44	1	.	28	.	.	.	17	14	18	19	**142**
	Radiation par mention	23	5	27	27	11	25	.	.	12	9	9	15	**163**
	Conciliation	.	2	.	.	4	1	.	.	1	.	2	.	**10**
	Première comparution en cas de travailleur	4	7	4	.	9	3	3	1	2	.	.	.	**33**
	Audition d'expert	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	32	66	40	30	61	38	7	1	36	39	33	36	**419**
Liège	Comparution personnelle	.	4	1	.	2	3	.	.	1	.	3	1	**15**
	Enquête	1	1	7	1	5	5	.	.	1	1	3	.	**25**
	Vérification d'écriture - faux en écriture	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	**1**
	Concilliation des parties en cas de travail	1	.	1	.	.	.	.	.	.	1	.	.	**3**
	Non-conciliation	.	1	1	.	.	1	.	.	1	.	1	2	**7**
	Conciliation	.	1	1	.	.	.	.	.	.	1	.	.	**3**
	Visite des lieux	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Audition d'expert	.	.	1	2	1	3	.	.	.	1	.	.	**8**
	Total Ressort	2	7	13	3	8	12	.	.	3	5	7	3	**63**
Mons	Comparution personnelle	1	5	1	1	1	1	.	.	2	.	2	.	**14**
	Enquête	5	2	8	7	3	5	.	.	6	6	4	4	**50**
	Prestation de serment	2	1	3	3	.	1	.	.	2	5	2	1	**20**
	Concilliation des parties en cas de travail	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Non-conciliation	.	.	.	.	.	.	.	.	2	.	.	.	**2**
	Divers	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	**1**
	Procès-verbal de l'audience	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.5. Proces-Verbaux

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Mons	**Première comparution en cas de travailleur**	.	.	1	1	3	.	.	2	1	2	1	2	**13**
	Omission du rôle général	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	738	**738**
	Total Ressort	8	8	13	12	7	7	.	2	14	13	9	747	**840**
Total		95	137	132	92	136	120	37	26	147	133	163	847	**2065**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.a. Ressort

Ressort	Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
						Moyenne	Mediane
Anvers	16191	2668	18859	3137	15722	1714	1638
Bruxelles	14010	2213	16223	2243	13980	2055	2068
Gand	21555	3231	24786	3370	21416	2067	2056
Liège	24590	2668	27258	3327	23931	2083	2183
Mons	12376	2052	14428	2043	12385	1882	1860
Total	**88722**	**12832**	**101554**	**14120**	**87434**	**1964**	**1954**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2017

1.1.b. Arrondissement - Division

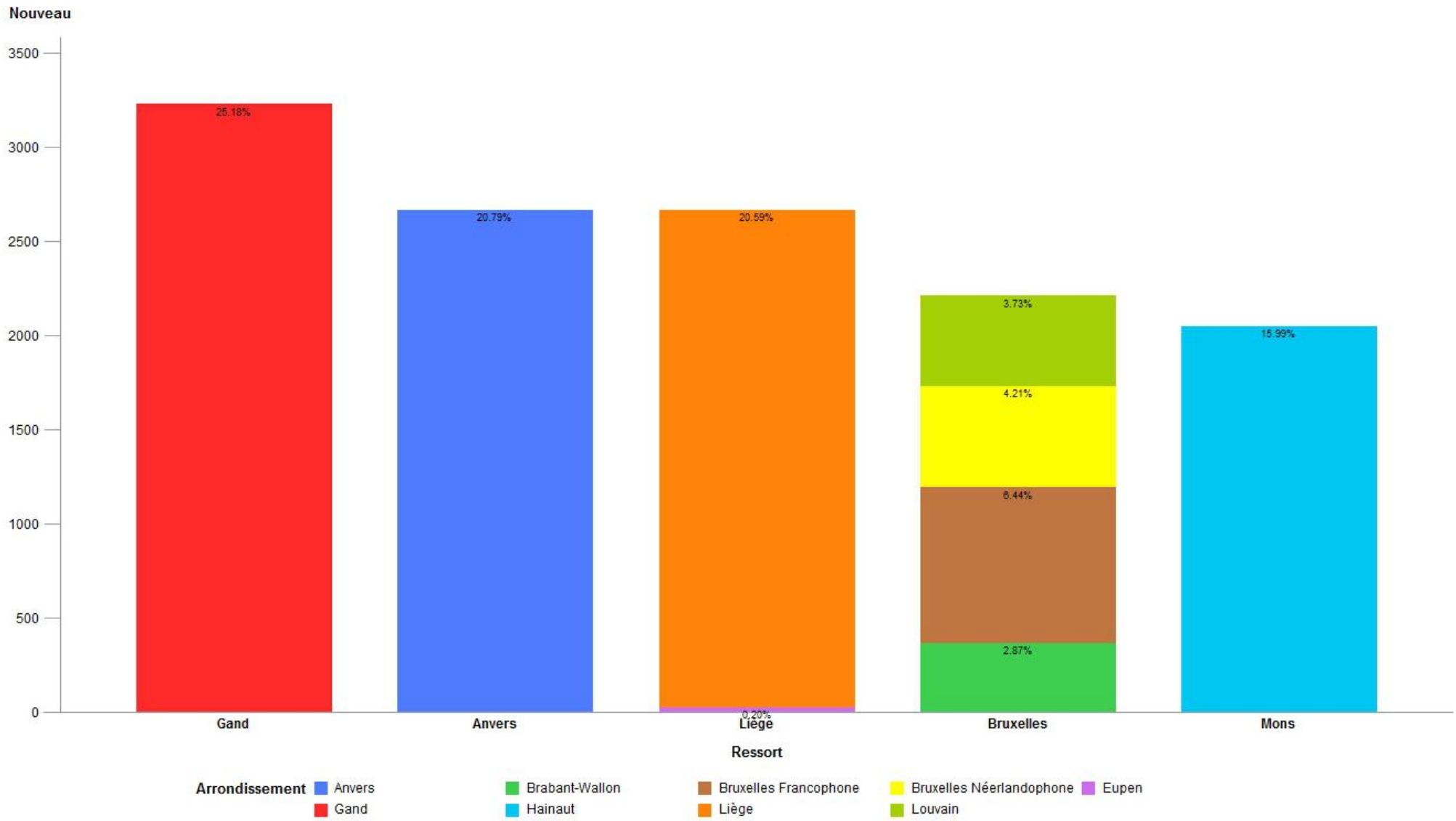
Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Anvers	**Anvers**	6109	1032	7141	1448	5693	1555	1484
	Hasselt	3516	546	4062	548	3514	1969	1977
	Malines	2195	359	2554	425	2129	1964	1822
	Tongres	2768	407	3175	388	2787	1757	1674
	Turnhout	1603	324	1927	328	1599	1616	1510
	Total Arrondissement	**16191**	**2668**	**18859**	**3137**	**15722**	**1714**	**1638**
Bruxelles Francophone	**Bruxelles Francophone**	5456	826	6282	866	5416	2167	2314
	Total Arrondissement	**5456**	**826**	**6282**	**866**	**5416**	**2167**	**2314**
Bruxelles Néerlandophone	**Bruxelles Néerlandophone**	3250	540	3790	493	3297	2048	1882
	Total Arrondissement	**3250**	**540**	**3790**	**493**	**3297**	**2048**	**1882**
Louvain	**Louvain**	2885	479	3364	462	2902	1956	1925
	Total Arrondissement	**2885**	**479**	**3364**	**462**	**2902**	**1956**	**1925**
Brabant-Wallon	**Nivelles**	2404	366	2770	420	2350	1947	2083
	Wavre	15	2	17	2	15	1647	1647
	Total Arrondissement	**2419**	**368**	**2787**	**422**	**2365**	**1946**	**2083**
Gand	**Alost**	1849	296	2145	278	1867	1879	1803
	Bruges	3808	567	4375	682	3693	2014	2156
	Termonde	1610	268	1878	284	1594	2031	2178
	Gand	6285	783	7068	836	6232	2393	2351
	Ypres	936	135	1071	118	953	2057	2044
	Courtrai	3014	383	3397	498	2899	2123	2226
	Audenarde	1279	250	1529	218	1311	1642	1472
	Roulers	14	0	14	0	14	.	.
	Saint-Nicolas	2042	417	2459	358	2101	1848	1593
	Furnes	718	132	850	98	752	1783	1909
	Total Arrondissement	**21555**	**3231**	**24786**	**3370**	**21416**	**2067**	**2056**
Eupen	**Eupen**	221	26	247	45	202	2701	2830
	Total Arrondissement	**221**	**26**	**247**	**45**	**202**	**2701**	**2830**
Liège	**Arlon**	417	62	479	66	413	1926	1416
	Dinant	1629	220	1849	338	1511	2195	2385
	Huy	1764	287	2051	289	1762	2067	2062
	Liège	14186	1200	15386	1409	13977	2061	2250
	Marche-en-famenne	562	98	660	108	552	1360	1038
	Namur	2832	355	3187	591	2596	2113	2033
	Neufchâteau	495	71	566	103	463	1785	1760
	Verviers	2484	349	2833	378	2455	2275	2300
	Total Arrondissement	**24369**	**2642**	**27011**	**3282**	**23729**	**2075**	**2174**
Hainaut	**Binche**	0	2	2	0	2	.	.
	Charleroi	5859	857	6716	898	5818	1831	1893
	Mons	4134	870	5004	748	4256	1775	1791
	Mouscron	0	2	2	0	2	.	.
	Tournai	2383	321	2704	397	2307	2197	2137
	Total Arrondissement	**12376**	**2052**	**14428**	**2043**	**12385**	**1882**	**1860**
Total		**88722**	**12832**	**101554**	**14120**	**87434**	**1964**	**1954**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

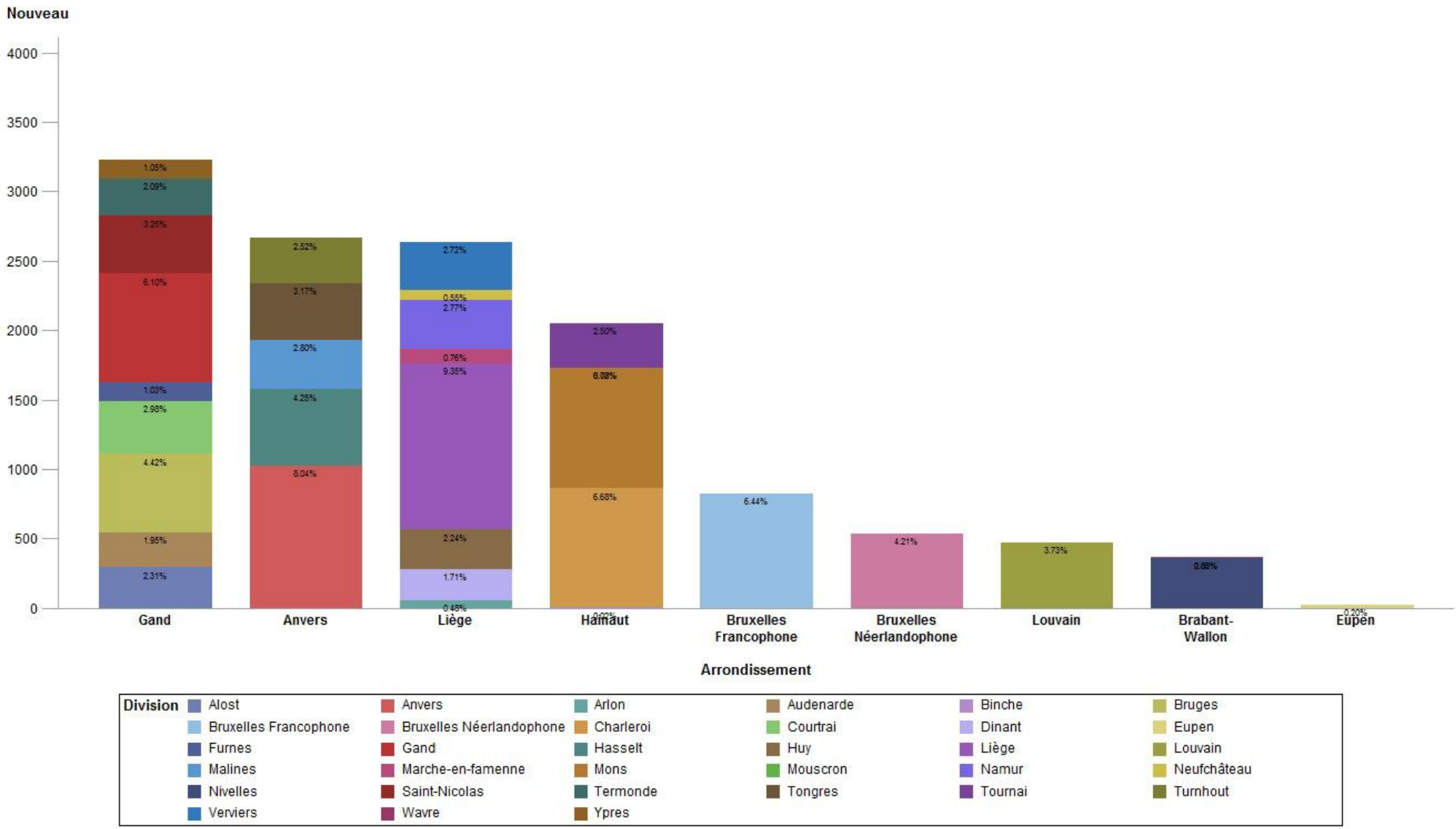
1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.c. Ressort - Arrondissement (Nouveau)



1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

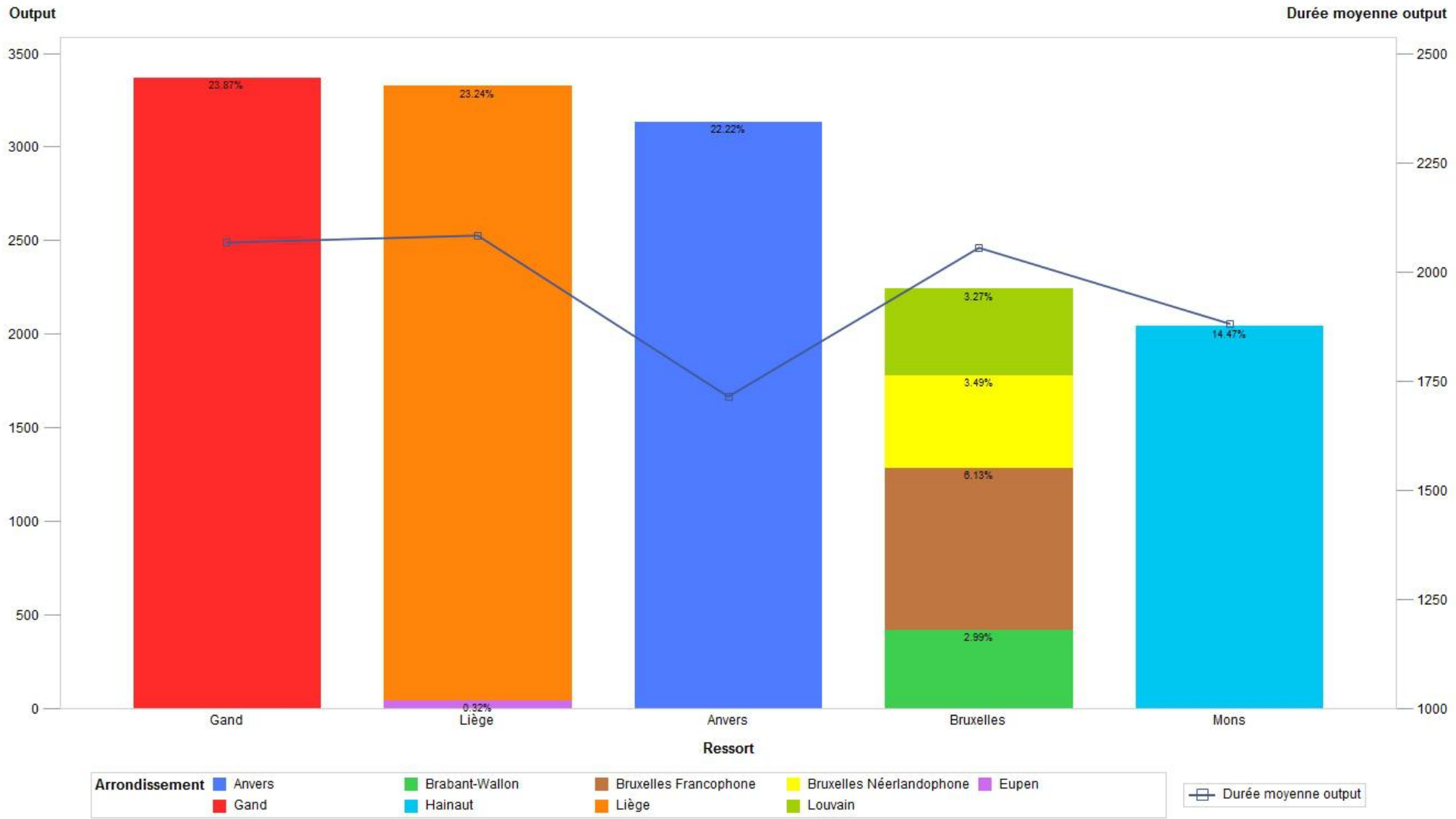
1.1.d. Arrondissement - Division (Nouveau)



PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.e. Ressort - Arrondissement: Output et Durée moyenne



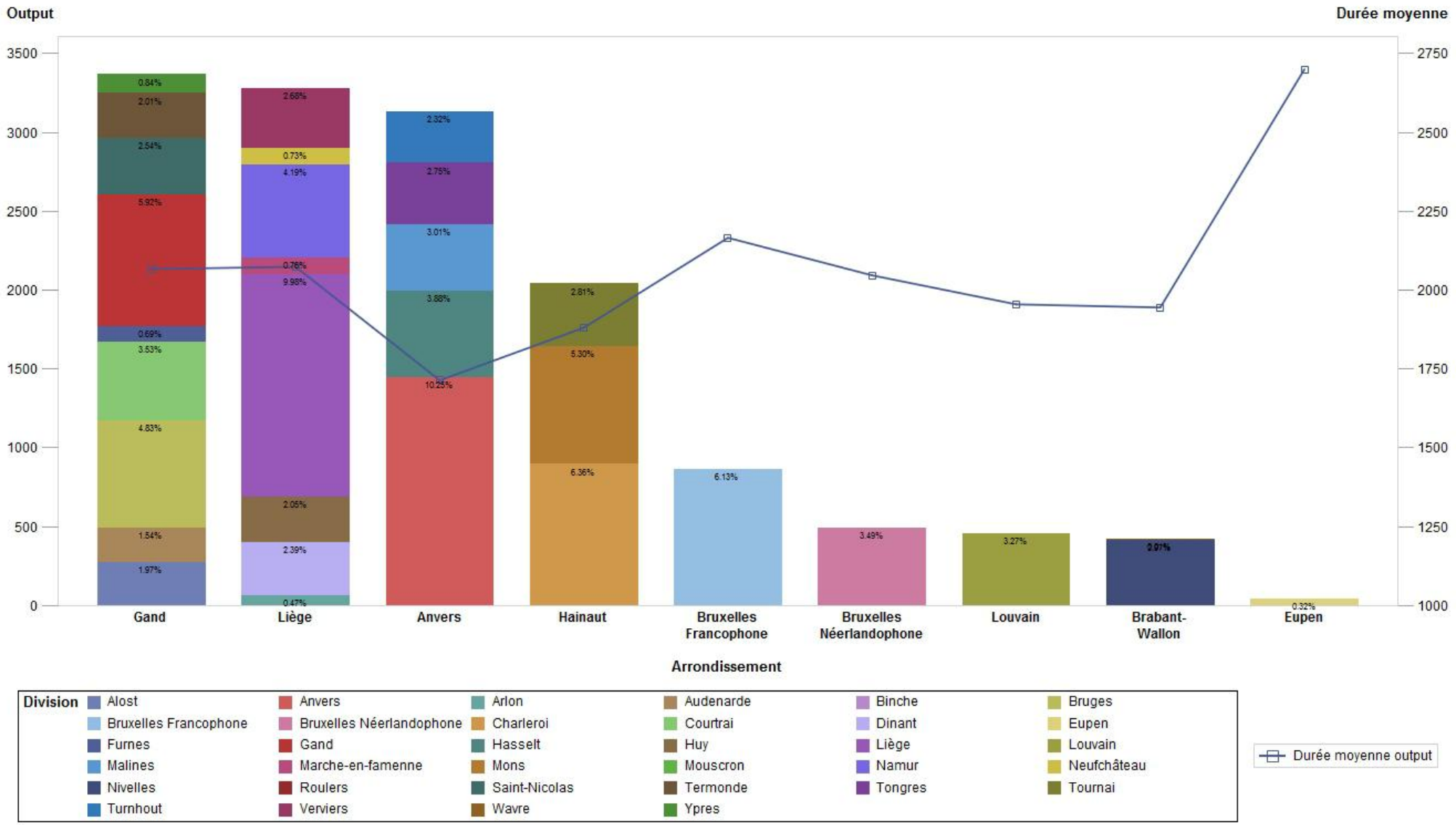
Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.1.f. Arrondissement - Division: Output et Durée moyenne



Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2017

1.1.g. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Anvers	Anvers	Anvers	140%	20%	-416	-7%
		Hasselt	100%	13%	-2	-0%
		Malines	118%	17%	-66	-3%
		Tongres	95%	12%	19	1%
		Turnhout	101%	17%	-4	-0%
		Arrondissement Anvers	118%	17%	-469	-3%
	Ressort Anvers		118%	17%	-469	-3%
Bruxelles	Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	105%	14%	-40	-1%
	Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	91%	13%	47	1%
	Louvain	Louvain	96%	14%	17	1%
	Brabant-Wallon	Nivelles	115%	15%	-54	-2%
		Arrondissement Brabant-Wallon	115%	15%	-54	-2%
	Ressort Bruxelles		101%	14%	-30	-0%
Gand	Gand	Alost	94%	13%	18	1%
		Bruges	120%	16%	-115	-3%
		Termonde	106%	15%	-16	-1%
		Gand	107%	12%	-53	-1%
		Ypres	87%	11%	17	2%
		Courtrai	130%	15%	-115	-4%
		Audenarde	87%	14%	32	3%
		Saint-Nicolas	86%	15%	59	3%
		Furnes	74%	12%	34	5%
		Arrondissement Gand	104%	14%	-139	-1%
	Ressort Gand		104%	14%	-139	-1%
Liège	Eupen	Eupen	173%	18%	-19	-9%
	Liège	Arlon	106%	14%	-4	-1%
		Dinant	154%	18%	-118	-7%
		Huy	101%	14%	-2	-0%
		Liège	117%	9%	-209	-1%
		Marche-en-famenne	110%	16%	-10	-2%
		Namur	166%	19%	-236	-8%
		Neufchâteau	145%	18%	-32	-6%
		Verviers	108%	13%	-29	-1%
		Arrondissement Liège	124%	12%	-640	-3%
	Ressort Liège		125%	12%	-659	-3%
Mons	Hainaut	Charleroi	105%	13%	-41	-1%
		Mons	86%	15%	122	3%
		Mouscron	0%	0%	2	.
		Tournai	124%	15%	-76	-3%
		Arrondissement Hainaut	100%	14%	9	0%
	Ressort Mons		100%	14%	9	0%
Total			110%	14%	-1288	-1%

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2017

1.2. Langue

	Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Médiane
Langue								
Néerlandais	43881	6918	54	50799	7462	43337	1911	1869
Français	44841	5914	46	50755	6658	44097	2024	2044
Total	**88722**	**12832**	**100**	**101554**	**14120**	**87434**	**1964**	**1954**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.1 Ressort

Ressort	Total output	Type output									
		Désistement		Jugement définitif		Ordonnance définitif		Autres		Omission	
		Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output
Anvers	**3129**	152	982	2801	1839	161	375	9	202	6	2614
Bruxelles	**2239**	104	1164	749	1926	1381	2203	4	157	1	1247
Gand	**3368**	92	1519	1703	1985	1572	2188	1	2483	.	.
Liège	**3317**	27	1062	755	1781	2529	2190	6	224	.	.
Mons	**2043**	61	822	671	1830	1302	1965	9	838	.	.
Total	**14096**	**436**	**1121**	**6679**	**1878**	**6945**	**2108**	**29**	**476**	**7**	**2418**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.1 Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Désistement		Jugement définitif		Ordonnance définitif		Autres		Omission	
			Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output	Nombre	Durée moyenne Output
Anvers	**Anvers**	**1442**	80	888	1296	1678	62	22	4	14	.	.
	Hasselt	**547**	6	1463	506	2084	32	405	3	579	.	.
	Malines	**425**	35	1249	357	2123	33	1014	.	.	.	.
	Tongres	**388**	13	866	360	1847	14	400	1	13	.	.
	Turnhout	**327**	18	808	282	1769	20	348	1	13	6	2614
	Total Arrondissement	**3129**	**152**	**982**	**2801**	**1839**	**161**	**375**	**9**	**202**	**6**	**2614**
Bruxelles Francophone	**Bruxelles Francophone**	**864**	43	1164	130	1964	691	2271	0	.	.	.
	Total Arrondissement	**864**	**43**	**1164**	**130**	**1964**	**691**	**2271**	**0**	**.**	**.**	**.**
Bruxelles Néerlandophone	**Bruxelles Néerlandophone**	**491**	35	1203	71	1300	380	2293	4	157	1	1247
	Total Arrondissement	**491**	**35**	**1203**	**71**	**1300**	**380**	**2293**	**4**	**157**	**1**	**1247**
Louvain	**Louvain**	**462**	21	1006	423	2081	18	116	.	.	.	.
	Total Arrondissement	**462**	**21**	**1006**	**423**	**2081**	**18**	**116**	**.**	**.**	**.**	**.**
Brabant-Wallon	**Nivelles**	**420**	5	1541	124	1721	291	2051	.	.	.	.
	Total Arrondissement	**420**	**5**	**1541**	**124**	**1721**	**291**	**2051**	**.**	**.**	**.**	**.**
Gand	**Alost**	**278**	.	.	138	1594	140	2159	.	.	.	.
	Bruges	**682**	49	1598	94	1721	539	2103	.	.	.	.
	Termonde	**283**	.	.	119	1883	164	2135	.	.	.	.
	Gand	**836**	41	1482	290	2310	505	2514	.	.	.	.
	Ypres	**118**	.	.	115	2110	3	29	.	.	.	.
	Courtrai	**497**	1	26	466	2197	30	1062	.	.	.	.
	Audenarde	**218**	.	.	206	1720	12	299	.	.	.	.
	Saint-Nicolas	**358**	1	682	183	1703	174	2007	.	.	.	.
	Furnes	**98**	.	.	92	1871	5	19	1	2483	.	.
	Total Arrondissement	**3368**	**92**	**1519**	**1703**	**1985**	**1572**	**2188**	**1**	**2483**	**.**	**.**
Eupen	**Eupen**	**45**	.	.	8	1671	37	2923	.	.	.	.
	Total Arrondissement	**45**	**.**	**.**	**8**	**1671**	**37**	**2923**	**.**	**.**	**.**	**.**
Liège	**Arlon**	**66**	1	1151	12	1351	53	2070	.	.	.	.
	Dinant	**337**	5	682	39	2045	292	2251	1	31	.	.
	Huy	**287**	.	.	58	1426	228	2255	1	23	.	.
	Liège	**1409**	5	1536	309	1617	1095	2189	.	.	.	.
	Marche-en-famenne	**108**	.	.	30	1427	78	1335	.	.	.	.
	Namur	**589**	8	1493	180	2226	398	2091	3	425	.	.
	Neufchâteau	**102**	2	930	32	1597	68	1883	.	.	.	.
	Verviers	**374**	6	441	87	1824	280	2456	1	15	.	.
	Total Arrondissement	**3272**	**27**	**1062**	**747**	**1783**	**2492**	**2179**	**6**	**224**	**.**	**.**
Hainaut	**Charleroi**	**898**	19	491	233	1834	645	1872	1	5	.	.
	Mons	**748**	26	746	356	1891	358	1753	8	942	.	.
	Tournai	**397**	16	1337	82	1553	299	2420	.	.	.	.
	Total Arrondissement	**2043**	**61**	**822**	**671**	**1830**	**1302**	**1965**	**9**	**838**	**.**	**.**
Total		**14094**	**436**	**1121**	**6678**	**1879**	**6944**	**2108**	**29**	**476**	**7**	**2418**

Extraction : 02Feb2018

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2017

2.2. Durée catégorie

Durée catégorie	Output (nombre)	Output %	Durée moyenne Output
1	5	0.04	1
2-30	302	2.14	11
31-60	138	0.98	45
61-90	156	1.10	73
91-180	247	1.75	127
181-365	389	2.76	282
366-730	1198	8.49	555
731-1095	1304	9.24	916
>1095	10379	73.5	2477
Total	**14118**	**100**	**1964**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.1.a Ressort

Ressort	Pendant 31/12	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
	Nombre		
Anvers	15722	1405	1210
Bruxelles	13980	1667	1372
Gand	21416	1582	1361
Liège	23931	1943	1876
Mons	12385	1434	1201
Total	**87434**	**1642**	**1425**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

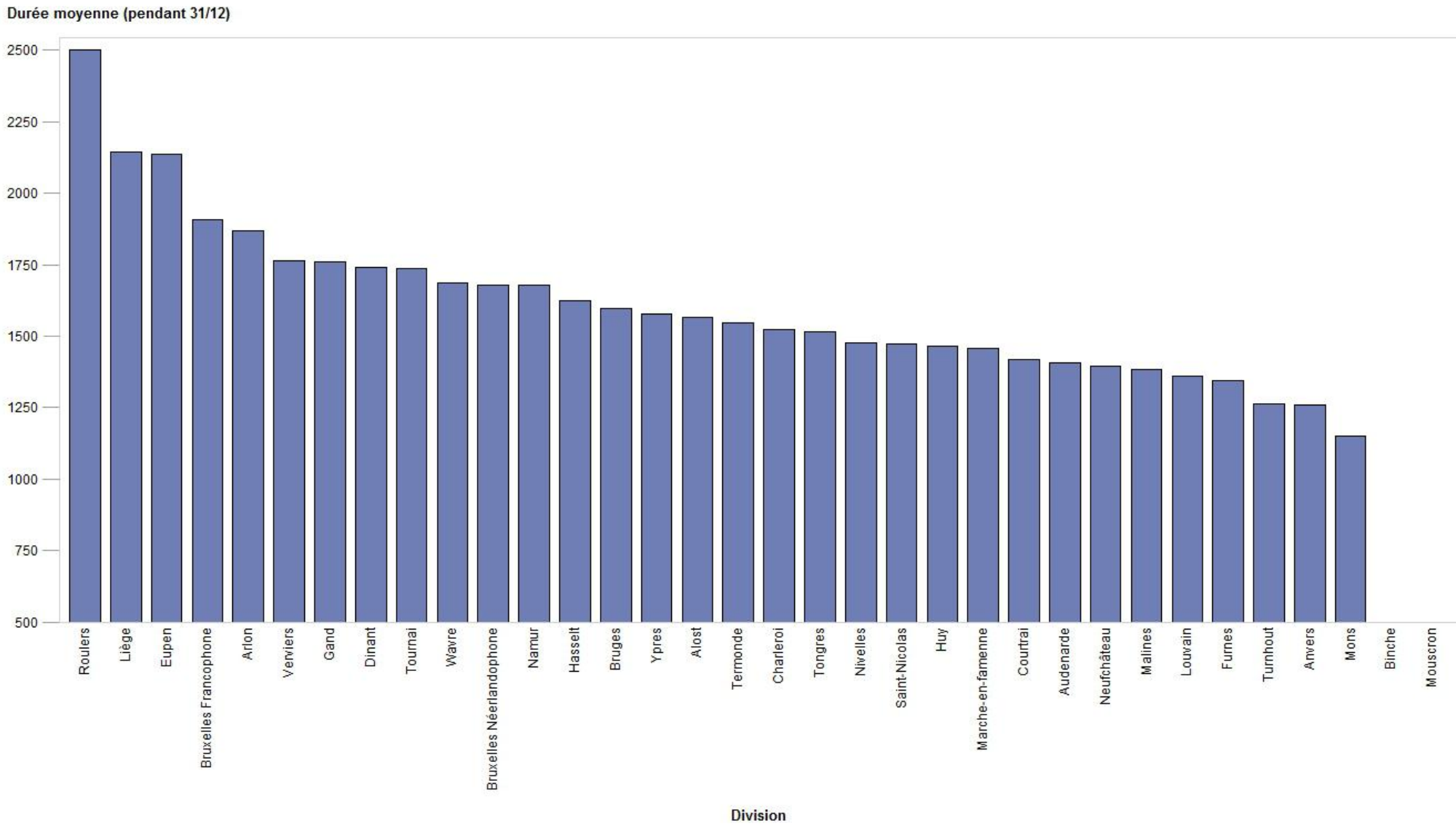
3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.1.b Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12 Nombre	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
Anvers	**Anvers**	5693	1261	1106
	Hasselt	3514	1625	1385
	Malines	2129	1385	1172
	Tongres	2787	1516	1326
	Turnhout	1599	1264	1119
	Total Arrondissement	**15722**	**1405**	**1210**
Bruxelles Francophone	**Bruxelles Francophone**	5416	1907	1545
	Total Arrondissement	**5416**	**1907**	**1545**
Bruxelles Néerlandophone	**Bruxelles Néerlandophone**	3297	1679	1375
	Total Arrondissement	**3297**	**1679**	**1375**
Louvain	**Louvain**	2902	1359	1252
	Total Arrondissement	**2902**	**1359**	**1252**
Brabant-Wallon	**Nivelles**	2350	1475	1242
	Wavre	15	1685	1498
	Total Arrondissement	**2365**	**1477**	**1245**
Gand	**Alost**	1867	1566	1267
	Bruges	3693	1595	1432
	Termonde	1594	1547	1326
	Gand	6232	1760	1511
	Ypres	953	1579	1383
	Courtrai	2899	1420	1277
	Audenarde	1311	1405	1155
	Roulers	14	4708	5056
	Saint-Nicolas	2101	1473	1217
	Furnes	752	1344	1122
	Total Arrondissement	**21416**	**1582**	**1361**
Eupen	**Eupen**	202	2137	1886
	Total Arrondissement	**202**	**2137**	**1886**
Liège	**Arlon**	413	1868	1573
	Dinant	1511	1740	1558
	Huy	1762	1465	1235
	Liège	13977	2143	2337
	Marche-en-famenne	552	1459	1322
	Namur	2596	1677	1497
	Neufchâteau	463	1396	1299
	Verviers	2455	1763	1519
	Total Arrondissement	**23729**	**1942**	**1876**
Hainaut	**Binche**	2	355	355
	Charleroi	5818	1524	1309
	Mons	4256	1149	970
	Mouscron	2	37	37
	Tournai	2307	1737	1655
	Total Arrondissement	**12385**	**1434**	**1201**
Total		**87434**	**1642**	**1425**

3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)



PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2017

3.3. Durée catégorie

Durée catégorie	Pendant 31/12 (nombre)	Pendant 31/12 (%)	Durée moyenne - pendant 31/12
2-30	886	1.01	16
31-60	1080	1.24	45
61-90	1078	1.23	76
91-180	2646	3.03	137
181-365	6339	7.25	272
366-730	11419	13.1	553
731-1095	10772	12.3	915
>1095	53214	60.9	2352
Total	**87434**	**100**	**1642**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.1. Jugements définitifs

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	**Révocation**	49	57	82	31	74	110	12	1	18	89	92	81	**696**
	Fin de règlement	145	206	236	156	185	262	78	78	185	205	207	153	**2096**
	Sans objet	2	7	2	4	4	1	1	1	2	5	9	2	**40**
	Désistement	17	12	15	10	19	20	1	.	3	17	14	21	**149**
	Rejet du plan judiciaire (demande non fondeé)	.	.	1	.	.	.	.	.	.	1	.	1	**3**
	Total Ressort	**213**	**282**	**336**	**201**	**282**	**393**	**92**	**80**	**208**	**317**	**322**	**258**	**2984**
Bruxelles	**Révocation**	25	28	39	16	21	35	17	4	14	34	29	32	**294**
	Fin de règlement	33	48	51	31	57	60	39	27	60	55	36	17	**514**
	Sans objet	.	1	.	.	.	.	1	.	1	1	2	2	**8**
	Désistement	6	10	11	10	13	12	7	1	3	7	10	10	**100**
	Rejet du plan judiciaire (demande non fondeé)	5	3	1	.	3	2	1	2	1	5	6	5	**34**
	Jugement définitif	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Total Ressort	**69**	**90**	**102**	**57**	**94**	**109**	**65**	**34**	**79**	**102**	**83**	**67**	**951**
Gand	**Révocation**	51	69	39	45	61	70	17	12	4	70	74	57	**569**
	Fin de règlement	63	94	77	79	80	104	17	18	166	199	199	141	**1237**
	Sans objet	2	2	5	7	7	4	1	3	.	4	4	4	**43**
	Désistement	5	8	11	17	10	17	6	2	2	9	7	10	**104**
	Rejet du plan judiciaire (demande non fondeé)	1	.	.	2	.	3	1	1	.	2	1	.	**11**
	Jugement définitif	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**122**	**173**	**132**	**150**	**158**	**199**	**42**	**36**	**172**	**284**	**285**	**212**	**1965**
Liège	**Révocation**	15	19	48	16	19	66	9	.	17	40	26	25	**300**
	Fin de règlement	40	31	93	24	19	60	8	.	28	42	67	25	**437**
	Sans objet	.	1	1	.	.	.	.	.	.	1	.	.	**3**
	Désistement	2	6	5	1	1	3	.	.	1	1	1	1	**22**
	Rejet du plan judiciaire (demande non fondeé)	4	4	11	5	12	13	1	.	4	23	4	13	**94**
	Jugement définitif	.	1	.	1	.	.	1	.	.	.	1	1	**5**
	Renvoi devant une autre juridiction	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Total Ressort	**61**	**62**	**158**	**47**	**51**	**142**	**19**	**.**	**50**	**107**	**100**	**65**	**862**
Mons	**Révocation**	21	13	30	41	8	36	7	9	17	23	22	18	**245**
	Fin de règlement	40	34	49	42	32	54	15	13	11	41	52	40	**423**
	Sans objet	2	.	5	1	2	3	1	.	1	3	1	.	**19**
	Désistement	.	4	3	5	4	2	.	.	.	3	.	3	**24**
	Rejet du plan judiciaire (demande non fondeé)	5	5	6	1	.	1	2	.	2	1	5	1	**29**
	Jugement définitif	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Renvoi devant une autre juridiction	1	.	.	.	.	.	.	2	.	.	.	1	**4**
	Total Ressort	**69**	**56**	**93**	**90**	**46**	**96**	**25**	**24**	**31**	**71**	**80**	**64**	**745**
Total		**534**	**663**	**821**	**545**	**631**	**939**	**243**	**174**	**540**	**881**	**870**	**666**	**7507**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.2. Ordonnances définitives

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	**Non admissibilité**	10	10	20	11	5	21	7	8	11	16	17	6	**142**
	Renvoi devant une autre juridiction	3	.	.	.	.	.	1	1	.	1	.	.	**6**
	Sans objet	2	.	1	.	1	.	.	.	.	1	.	1	**6**
	Fin de règlement	.	.	.	2	.	.	.	1	10	1	.	.	**14**
	Désistement	.	1	.	1	.	2	1	.	1	.	.	.	**6**
	Total Ressort	**15**	**11**	**21**	**14**	**6**	**23**	**9**	**10**	**22**	**19**	**17**	**7**	**174**
Bruxelles	**Non admissibilité**	16	21	28	15	19	16	19	19	14	12	19	9	**207**
	Renvoi devant une autre juridiction	.	.	.	.	1	.	.	.	.	2	.	.	**3**
	Sans objet	1	1	3	1	.	6	.	.	.	1	1	.	**14**
	Fin de règlement	128	126	79	76	86	94	93	73	126	124	107	73	**1185**
	Désistement	1	2	.	1	4	3	1	3	3	1	5	2	**26**
	Total Ressort	**146**	**150**	**110**	**93**	**110**	**119**	**113**	**95**	**143**	**140**	**132**	**84**	**1435**
Gand	**Non admissibilité**	10	11	12	16	5	9	6	7	9	21	10	13	**129**
	Sans objet	1	3	6	.	4	3	1	9	4	7	8	4	**50**
	Fin de règlement	136	172	213	135	121	159	127	140	105	72	38	28	**1446**
	Désistement	.	.	.	1	1	.	.	.	1	2	1	.	**6**
	Total Ressort	**147**	**186**	**231**	**152**	**131**	**171**	**134**	**156**	**119**	**102**	**57**	**45**	**1631**
Liège	**Non admissibilité**	25	16	32	14	17	15	15	13	17	31	21	16	**232**
	Renvoi devant une autre juridiction	.	.	1	.	1	.	1	.	.	.	2	.	**5**
	Sans objet	.	3	.	.	.	.	.	.	2	1	.	.	**6**
	Fin de règlement	184	255	230	117	173	236	158	222	155	248	176	190	**2344**
	Désistement	2	2	.	.	2	.	.	1	.	1	3	.	**11**
	Total Ressort	**211**	**276**	**263**	**131**	**193**	**251**	**174**	**236**	**174**	**281**	**202**	**206**	**2598**
Mons	**Non admissibilité**	70	9	5	3	7	12	3	3	35	14	13	8	**182**
	Renvoi devant une autre juridiction	.	1	.	.	.	2	2	.	.	.	.	.	**5**
	Sans objet	.	.	1	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**2**
	Fin de règlement	88	136	143	58	103	65	56	122	170	48	99	69	**1157**
	Désistement	2	9	3	2	3	2	1	5	4	1	2	5	**39**
	Total Ressort	**160**	**155**	**152**	**63**	**113**	**82**	**62**	**130**	**209**	**63**	**114**	**82**	**1385**
Total		**679**	**778**	**777**	**453**	**553**	**646**	**492**	**627**	**667**	**605**	**522**	**424**	**7223**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.3. Jugements interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	**Plan judiciaire**	12	16	23	32	12	19	.	.	6	13	18	16	**167**
	Plan amiable	274	329	364	237	283	337	142	194	237	296	237	280	**3210**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	.	.	3	.	.	2	1	.	1	1	2	.	**10**
	Décharge de caution	1	.	1	.	.	2	.	.	.	2	1	1	**8**
	Divers interlocutoire	11	15	24	8	10	16	2	2	3	14	22	10	**137**
	Réouverture des débats	3	.	3	1	1	6	.	.	.	2	.	1	**17**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	6	12	11	3	4	5	4	3	9	6	6	10	**79**
	Demande de révocation non fondée	1	1	2	1	.	.	1	.	.	1	.	2	**9**
	Remplacement du médiateur	3	3	4	4	1	14	2	.	2	3	1	3	**40**
	Plan amiable avec contredits	2	3	12	4	1	17	.	.	2	7	4	7	**59**
	Autorisation spéciale	.	1	.	2	.	1	1	.	.	.	.	.	**5**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**313**	**380**	**447**	**293**	**312**	**419**	**153**	**199**	**260**	**345**	**291**	**330**	**3742**
Bruxelles	**Plan judiciaire**	10	25	21	10	15	20	10	5	7	11	12	11	**157**
	Plan amiable	151	171	209	142	173	129	159	76	230	192	115	140	**1887**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	3	2	11	3	8	6	3	.	5	5	2	2	**50**
	Décharge de caution	.	2	1	.	1	.	1	.	.	1	.	2	**8**
	Divers interlocutoire	3	8	11	5	9	10	.	1	6	8	10	14	**85**
	Réouverture des débats	4	7	2	1	1	3	1	2	2	6	4	12	**45**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	7	16	23	12	21	14	16	5	8	9	13	14	**158**
	Demande de révocation non fondée	4	5	3	3	2	5	2	1	1	.	6	1	**33**
	Remplacement du médiateur	2	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	1	**4**
	Plan amiable avec contredits	.	2	1	1	1	1	.	.	1	4	2	1	**14**
	Autorisation spéciale	1	2	.	.	1	.	1	.	1	1	1	1	**9**
	Total Ressort	**185**	**240**	**282**	**177**	**232**	**189**	**193**	**90**	**261**	**237**	**165**	**199**	**2450**
Gand	**Plan judiciaire**	2	4	2	2	7	8	.	1	1	3	4	4	**38**
	Plan amiable	335	378	304	372	214	460	117	120	413	356	296	285	**3650**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	14	22	31	32	26	35	28	5	22	31	30	27	**303**
	Décharge de caution	1	.	.	.	2	.	.	.	.	2	.	1	**6**
	Divers interlocutoire	26	27	21	21	21	31	14	3	8	40	27	23	**262**
	Réouverture des débats	8	3	13	6	3	6	.	1	.	3	4	6	**53**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	9	11	15	15	11	10	1	1	10	14	6	15	**118**
	Demande de révocation non fondée	2	2	1	1	2	1	2	.	.	2	1	3	**17**
	Remplacement du médiateur	.	2	.	2	.	5	1	.	.	.	4	1	**15**
	Plan amiable avec contredits	5	3	5	3	2	.	1	.	1	5	2	1	**28**
	Autorisation spéciale	4	2	3	.	2	4	.	.	.	3	5	2	**25**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Evaluation d'un bien	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**406**	**454**	**395**	**454**	**290**	**560**	**165**	**131**	**455**	**459**	**381**	**368**	**4518**
Liège	**Plan judiciaire**	17	26	29	10	10	27	.	1	11	19	16	9	**175**
	Plan amiable	5	1	12	1	1	9	2	.	5	5	9	5	**55**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	1	.	2	.	2	1	.	.	.	1	.	2	**9**
	Décharge de caution	1	1	.	.	.	2	.	.	.	1	.	1	**6**
	Divers interlocutoire	7	17	38	13	11	54	2	1	8	20	32	26	**229**
	Réouverture des débats	6	5	3	1	3	8	.	.	3	8	8	3	**48**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	3	4	2	6	7	10	.	.	2	2	.	2	**38**
	Demande de révocation non fondée	1	2	2	2	2	.	.	.	.	2	.	.	**11**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.3. Jugements interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Liège	Remplacement du médiateur	1	.	3	.	3	.	.	.	.	3	.	1	**11**
	Plan amiable avec contredits	.	.	.	.	.	2	.	.	.	1	.	.	**3**
	Autorisation spéciale	.	.	1	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**2**
	Total Ressort	**42**	**56**	**92**	**33**	**39**	**114**	**4**	**2**	**29**	**62**	**65**	**49**	**587**
Mons	Plan judiciaire	47	45	50	29	38	41	21	27	33	47	40	30	**448**
	Plan amiable	1	2	6	.	2	2	3	.	1	3	.	.	**20**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	9	9	7	6	10	16	2	7	8	3	7	8	**92**
	Décharge de caution	1	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	1	**3**
	Divers interlocutoire	7	4	7	2	2	9	2	3	.	2	7	1	**46**
	Réouverture des débats	5	6	13	4	5	13	.	6	4	6	2	4	**68**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	18	18	13	6	6	19	3	6	13	11	10	8	**131**
	Demande de révocation non fondée	1	1	3	.	2	2	1	1	1	4	2	1	**19**
	Remplacement du médiateur	2	2	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**5**
	Plan amiable avec contredits	.	.	1	.	1	2	.	.	.	3	.	1	**8**
	Autorisation spéciale	3	2	1	1	.	4	2	1	1	2	.	.	**17**
	Renvoi au rôle particulier	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**94**	**89**	**102**	**48**	**66**	**109**	**34**	**51**	**61**	**81**	**68**	**55**	**858**
Total		**1040**	**1219**	**1318**	**1005**	**939**	**1391**	**549**	**473**	**1066**	**1184**	**970**	**1001**	**12155**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.4. Ordonnances interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Anvers	**Admissibilité**	204	212	222	234	228	254	212	155	203	190	203	171	**2488**
	Prorogation	24	70	57	54	42	46	46	50	21	23	51	19	**503**
	Autorisation spéciale	100	97	125	123	92	164	79	103	127	109	111	114	**1344**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	708	1011	1012	838	781	1045	554	691	786	799	794	767	**9786**
	Remplacement du médiateur	29	66	44	67	6	6	5	26	5	15	10	14	**293**
	Divers	8	1	7	.	1	4	1	1	3	4	10	.	**40**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	25	35	25	25	22	32	17	21	18	39	23	22	**304**
	Redistribution / incident de répartition	.	.	.	1	.	.	1	.	.	2	.	.	**4**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Plan amiable	.	.	.	1	.	.	2	.	.	.	.	.	**3**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	**1**
	Total Ressort	**1098**	**1493**	**1492**	**1343**	**1172**	**1551**	**917**	**1047**	**1163**	**1181**	**1202**	**1108**	**14767**
Bruxelles	**Admissibilité**	166	143	239	173	174	211	161	145	133	200	168	147	**2060**
	Prorogation	.	.	1	.	.	.	.	.	.	1	.	1	**3**
	Autorisation spéciale	15	24	31	17	29	36	44	23	25	28	19	25	**316**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	790	777	737	647	661	783	668	664	879	700	657	464	**8427**
	Remplacement du médiateur	12	6	3	5	2	7	32	7	9	8	21	3	**115**
	Divers	7	14	7	6	5	9	9	6	7	3	9	2	**84**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	12	9	7	7	11	15	8	3	8	13	3	6	**102**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	9	7	9	4	9	7	10	3	4	11	14	3	**90**
	Plan amiable	32	31	33	26	31	21	15	20	34	58	28	8	**337**
	Délais pour conclure	.	.	1	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**1**
	Total Ressort	**1043**	**1011**	**1068**	**885**	**922**	**1089**	**947**	**871**	**1099**	**1022**	**919**	**659**	**11535**
Gand	**Admissibilité**	221	321	308	239	271	269	255	198	227	253	255	239	**3056**
	Prorogation	2	1	1	1	1	3	2	2	4	2	1	.	**20**
	Autorisation spéciale	75	89	104	78	89	91	78	68	83	100	94	99	**1048**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	1476	1502	1439	942	1188	1347	776	963	1248	1124	1235	921	**14161**
	Remplacement du médiateur	109	11	19	17	25	65	41	11	12	29	8	6	**353**
	Divers	26	19	19	23	14	27	29	24	39	22	49	25	**316**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	1	3	.	2	3	5	3	1	3	5	2	5	**33**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**1**
	Plan amiable	3	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**4**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	.	.	4	.	1	.	.	.	.	.	.	**5**
	Délais pour conclure	1	.	1	1	1	.	.	.	.	.	1	.	**5**
	Divers interlocutoire	2	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	**2**
	Tableau de service	.	.	.	2	.	.	.	.	.	.	.	.	**2**
	Total Ressort	**1916**	**1946**	**1891**	**1309**	**1592**	**1809**	**1184**	**1267**	**1616**	**1535**	**1646**	**1295**	**19006**
Liège	**Admissibilité**	164	204	251	170	216	227	175	197	192	181	205	211	**2393**
	Prorogation	13	11	9	4	13	18	5	10	7	7	10	9	**116**
	Autorisation spéciale	102	116	156	96	130	173	135	77	125	128	128	149	**1515**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	860	693	988	422	992	783	576	590	789	941	713	651	**8998**
	Remplacement du médiateur	16	8	13	6	34	18	8	22	12	10	15	44	**206**
	Divers	13	22	19	15	18	21	26	8	26	13	17	17	**215**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	33	50	43	33	57	42	44	23	40	48	53	58	**524**
	Redistribution / incident de répartition	.	.	1	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**2**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	.	1	3	.	.	2	2	1	1	4	4	2	**20**
	Plan amiable	252	218	213	148	239	183	135	177	222	222	175	179	**2363**
	Délais pour conclure	3	.	.	.	.	1	.	.	.	1	.	.	**5**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.4. Ordonnances interlocutoires

Ressort - Acte		2017												Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Liège	Remplacement d'un juge ou juge social	.	.	.	8	.	4	.	.	.	.	.	.	**12**
	Total Ressort	**1456**	**1323**	**1696**	**902**	**1699**	**1473**	**1106**	**1105**	**1414**	**1555**	**1320**	**1320**	**16369**
Mons	Admissibilité	137	173	194	191	154	147	148	107	147	176	168	152	**1894**
	Prorogation	106	158	151	78	91	84	80	103	72	98	153	118	**1292**
	Autorisation spéciale	120	145	160	143	170	207	190	129	142	176	170	131	**1883**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	264	306	237	231	267	311	189	340	364	252	325	206	**3292**
	Remplacement du médiateur	1	.	1	3	18	.	.	3	1	1	.	125	**153**
	Divers	58	79	64	86	78	85	58	79	151	63	64	56	**921**
	Autorisation vente (meuble ou immeuble)	15	19	17	12	14	9	12	8	20	15	12	24	**177**
	Redistribution / incident de répartition	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	13	.	**13**
	Adaptation du plan (suspension/adaptation)	6	1	7	7	10	6	2	7	17	4	5	1	**73**
	Plan amiable	64	73	84	132	113	124	72	118	215	61	98	118	**1272**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	.	.	.	.	.	1	.	.	.	.	.	.	**1**
	Délais pour conclure	1	1	.	.	.	.	.	.	1	1	.	.	**4**
	Remplacement du président de la chambre	1	10	.	.	.	12	.	.	13	.	.	.	**36**
	Total Ressort	**773**	**965**	**915**	**883**	**915**	**986**	**751**	**894**	**1143**	**847**	**1008**	**931**	**11011**
Total		**6286**	**6738**	**7062**	**5322**	**6300**	**6908**	**4905**	**5184**	**6435**	**6140**	**6095**	**5313**	**72688**

PARTIE 2: RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2017

4.5. Proces-Verbaux

Ressort - Acte		2017											Total
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Liège	Divers	2	11	9	6	6	2	.	19	7	7	7	**76**
	Comparution personnelle	.	.	.	.	1	.	.	1	1	.	.	**3**
	Total Ressort	**2**	**11**	**9**	**6**	**7**	**2**	**.**	**20**	**8**	**7**	**7**	**79**
Mons	Divers	4	2	2	2	1	.	.	.	1	.	.	**12**
	Comparution personnelle	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Audition d'expert	.	8	3	2	5	3	5	2	.	5	4	**37**
	Conciliation	.	.	.	.	.	.	.	.	.	1	.	**1**
	Total Ressort	**4**	**10**	**5**	**4**	**6**	**3**	**5**	**2**	**1**	**7**	**4**	**51**
Total		**6**	**21**	**14**	**10**	**13**	**5**	**5**	**22**	**9**	**14**	**11**	**130**

D/2018/7951/FR/0011

Collège des cours et tribunaux (Service d'appui)
Boulevard de Waterloo 70
1000 Bruxelles
Tél. : 02 557 46 03
cct.chr.stat@just.fgov.be
www.tribunaux-rechtbanken.be

Editeur responsable : Joris Plessers
Boulevard de Waterloo 70 – 1000 Bruxelles